

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

# DE LA CIRCONSTANCE DE NUIT

## EN DROIT PÉNAL

---

### THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

**Maurice WEIL**

Avocat

---

Soutenue le 3 Novembre 1910, à 3 heures, devant la Commission d'examen composée de :

MM. LEPOITTEVIN, *Président.*

CAPITOUS, *Professeur.*

PERCERON, *Agrégé.*

---

MARSEILLE

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE BARIATIER

17-19, Rue Venture, 17-19

—  
1910







**DE LA CIRCONSTANCE DE NUIT**

**EN DROIT PÉNAL**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552803\\_0056](https://archive.org/details/IA41552803_0056)

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

# DE LA CIRCONSTANCE DE NUIT

## EN DROIT PÉNAL

---

### THÈSE

#### POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

**Maurice WEIL**

Avocat

---

Soutenue le 3 Novembre 1910, à 3 heures, devant la Commission d'examen composée de :

MM. LEPOITTEVIN, *Président.*

CAPITOUS, *Professeur.*

PERCERON, *Agrégé.*

---



MARSEILLE

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE BARLATIER

17-19, Rue Venture, 17-19

---

1910

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

---

## INTRODUCTION

---

Le mot nuit se trouve employé dans un certain nombre de textes de nos lois criminelles, articles 329, 381 à 386, 450, 479 du code pénal, 201 du code forestier. La loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, les règlements prescrivant l'éclairage, mettent en jeu la circonstance de la nuit. L'article 169 du décret du 20 mai 1903 sur la gendarmerie s'occupe également de la nuit. Enfin, celle-ci est prise en considération dans les lois qui réglementent le travail dans l'industrie, dans les articles 781 et 1037 du code de procédure civile, dans la loi du 28 avril 1816 en matière d'impôts indirects.

Parfois, le temps de nuit est exactement fixé par les textes. Mais, la plupart du temps, ils s'abstiennent de toute définition.

Qu'est-ce donc alors que la nuit ? Il semble, au premier abord, que la question soit naïve. Les controverses doctrinales et jurisprudentielles auxquelles elle a donné lieu peuvent suffire à montrer qu'elle n'a pas ce caractère.

Qu'on propose de mettre en discussion dans un salon le sens vulgaire du mot nuit, tout le monde rira d'abord de cette proposition en apparence si ingénue. Mais l'on ne tardera pas à s'apercevoir qu'il est fort malaisé de dire avec certitude quand commence et quand finit la nuit. Certains interlocuteurs pourront même à cette occasion raconter des histoires de chasse fort amusantes.

Mais, s'il n'y a guère d'inconvénient à ne pas préciser, dans le langage courant, le sens du mot nuit, il n'en est pas de même en droit pénal.

La circonstance de nuit, en effet, apparaît soit comme un élément constitutif, soit comme une circonstance aggravante des infractions. Elle constitue un élément constitutif des délits de chasse nocturne, des contraventions de tapage nocturne et de non éclairage des véhicules. Elle constitue, aux termes des articles 381 à 386 et 450, une circonstance aggravante du vol ou de certaines infractions contre la propriété assimilables aux vols. Dans l'article 329, la nuit est un élément constitutif d'un cas spécial de légitime défense.

Il importe donc souverainement de connaître la signification légale du mot nuit. Nous allons y appliquer tous nos efforts. Le problème de la

nuit n'a point, à notre connaissance, été jusqu'ici l'objet d'un travail d'ensemble. Sans doute, on pourrait trouver, dans les études relatives à telle ou telle matière pénale, dans les notes accompagnant aux répertoires les arrêts rendus dans ce domaine, des aperçus fragmentaires. Mais la construction générale et synthétique d'une théorie de la nuit n'a pas été faite, et c'est cette synthèse que nous voudrions essayer.

On a dit qu'un problème bien posé est à moitié résolu. Il y a dans cette assertion une grande part d'exagération. Mais il est hors de doute qu'un problème ne peut être résolu avec exactitude que s'il a préalablement été bien posé. Notre premier soin doit donc être de rechercher dans quels termes précis se présente le problème de la nuit. Ce sera l'objet de notre *premier chapitre*.

Lorsque la question aura été ainsi nettement posée, nous nous trouverons en présence de deux conceptions possibles ; l'une, *absolue*, qui est celle de la Cour de Cassation et suivant laquelle la circonstance de nuit serait identique dans toutes les matières pénales ; l'autre, *relative*, et d'après laquelle la notion de la nuit doit varier avec les matières dans lesquelles elle joue un rôle. Nous nous attacherons, dans un *chapitre*

*deuxième*, à exposer et à réfuter le système absolu que nous estimons faux, et, dans un *chapitre troisième*, à établir la notion relative de la nuit que nous croyons vraie.

Dans les chapitres suivants, nous chercherons à faire l'application de notre système aux diverses matières pénales et à voir dans quelle mesure la jurisprudence des Cours et des Tribunaux s'en inspire plus ou moins implicitement.

---

# CHAPITRE PREMIER

## POSITION DU PROBLÈME

---

### I

Si le législateur n'a nulle part défini expressément la nuit, il a pourtant déterminé très exactement ce qu'il entendait par nuit dans certaines matières particulières.

Les lois de 1841, de 1874 et de 1892 ont porté interdiction du travail de nuit dans certains cas spécifiés.

La première de ces lois prohibait le travail nocturne avant 13 ans et le tolérait entre 13 et 16 ans dans des hypothèses exceptionnelles, telles que la nécessité d'une réparation urgente ou celle qui existe dans les usines à feu continu exigeant la continuité du travail, en ces hypothèses, d'ailleurs, deux heures de travail nocturne équivalaient à trois heures de travail diurne.

La loi de 1874 interdit le travail de nuit jusqu'à 16 ans, et, en outre, aux filles mineures de

16 à 21 ans employées dans les usines et manufactures.

La loi de 1892 a reculé de 16 à 18 ans la prohibition de nuit pour les enfants du sexe masculin; en même temps elle a interdit le travail nocturne aux filles et femmes, mêmes majeures, de 21 ans; qu'il s'agisse de ces dernières ou des enfants, la prohibition s'appliquait non seulement au travail dans les usines et manufactures, mais encore au travail dans les ateliers. Enfin l'exception antérieurement apportée, en ce qui concerne les usines à feu continu, n'était plus, aux termes de la loi de 1892, applicable aux filles et aux femmes mineures.

La législation que nous venons de rappeler définit le travail de nuit et elle considère comme tel celui qui est accompli entre 9 heures du soir et 5 heures du matin (1).

Toutefois, la loi admet une détermination moins rigoureuse de la nuit dans certains cas. Lorsque le travail est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun et que le travail de chaque équipe est coupé par un repos d'une heure au moins, le travail est autorisé dès 4 heures du matin et jusqu'à

(1) Article 4 : « Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit .»

10 heures du soir (1). D'autre part, un règlement d'administration publique peut permettre les veillées dans certaines industries (2).

De ces dispositions on peut rapprocher l'article 9 (alinéas 3 et 4) de la loi du 22 février 1851, relative aux contrats d'apprentissage, aux termes duquel aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis âgés de moins de 16 ans et « est considéré comme travail de nuit tout travail fait entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. »

Une autre détermination légale de la nuit se rencontre dans le domaine fiscal.

L'article 26 de la loi du 28 avril 1816, en matière d'impôts indirects, dispose que les « boissons ne pourront être introduites dans un lieu sujet aux droits d'entrée que dans les intervalles de temps ci-après déterminés, savoir : pendant les mois de janvier, février, novembre et décembre, depuis 7 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir ; pendant les mois de mars, avril, septembre et octobre, depuis 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir ; pendant les mois de mai, juin, juillet et août, depuis 5 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. »

Les décrets et règlements sur la gendarmerie

(1) Même article 4.

(2) Alinéas 4, 5, 6 et 7.

ont également déterminé la nuit en fixant le temps où les gendarmes ne peuvent pénétrer dans le domicile des citoyens.

L'article 169 du décret du 20 mai 1903, portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, est ainsi rédigé :

« La maison de chaque citoyen est un asile où la gendarmerie ne peut pénétrer sans se rendre coupable d'abus de pouvoir, sauf les cas déterminés ci-après :

1° Pendant le jour, elle peut y entrer pour un motif formellement exprimé par une loi, ou en vertu d'un mandat spécial de perquisition décerné par l'autorité compétente ;

2° *Pendant la nuit*, elle ne peut y pénétrer que dans les cas d'incendie, d'inondation ou de réclamations venant de l'intérieur de la maison.

Dans les autres cas, elle doit prendre seulement jusqu'à ce que le jour ait paru, les mesures indiquées à l'article 171.

*Le temps de nuit est ainsi réglé :*

Du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, depuis 6 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin.

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, depuis 9 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin. »

Étant donné les déterminations légales de la

nuit dans les hypothèses précédentes, on pourrait être tenté de donner à l'une d'elles une valeur générale et de l'ériger en règle qu'on appliquerait à toutes les matières pénales sans distinction. On éprouverait sans doute un grand embarras, car ces déterminations légales du temps de nuit ne concordent nullement ; la nuit n'est pas en matière de travail ce qu'elle est en matière fiscale, ni ce qu'elle est dans le décret sur la gendarmerie. Le choix qu'on croirait devoir faire serait nécessairement arbitraire.

Au surplus, toute généralisation d'une détermination quelconque se heurterait à un obstacle invincible. Sans doute, cette solution simpliste semblerait avoir le mérite de supprimer toute difficulté. Puisque le législateur s'est expliqué dans les dispositions dont il s'agit, pourrait-on dire, puisque nous saisissons là seulement sa pensée, attachons-nous à ce qu'il a dit.

Ce raisonnement expéditif n'a été fait par aucun auteur ni par aucun arrêt. Il serait absolument erroné. Il ne faut pas supprimer les difficultés, mais les résoudre. Or ce n'est point dans les textes que nous avons cités que l'on peut trouver les éléments de la solution du problème.

En effet l'esprit aussi bien que la lettre de ces textes n'autorisent aucune généralisation. Ils ont

été écrits dans des matières spéciales et il serait contraire à la raison, en même temps qu'à la règle de l'interprétation restrictive, de les détourner de leur objet propre et expressément déterminé. Le législateur a dit que le travail de nuit devrait être entendu du travail effectué de telle heure à telle heure, et par là même, il a nettement précisé la circonstance de nuit constitutive de l'infraction à la loi du travail, mais il s'est abstenu de dire ce qu'est la nuit d'une manière générale et pour les autres infractions. En d'autres termes, la loi a défini le travail de nuit bien plutôt que la nuit elle-même. Le même raisonnement s'applique aux autres déterminations légales de la nuit.

Pour des raisons analogues, il ne convient pas de chercher dans certaines dispositions de la législation civile la détermination du temps de nuit en matière pénale. L'article 1037 du code de procédure civile interdit de faire aucune signification ou exécution de telle heure à telle heure, suivant les saisons. D'autre part, l'article 781 du même code, qui est la reproduction de l'article 4 du titre III de la loi du 15 germinal an VI sur la contrainte par corps, contient la défense d'arrêter le débiteur avant le lever et après le coucher du soleil. Certains auteurs avaient autrefois cru pou-

voir se servir de l'article 1037 pour fixer le temps de nuit en droit pénal (1). Deux anciens arrêts de la Cour de Cassation avaient même fait état de l'article 781 (23 juillet 1813 et 16 juillet 1818 rendus en matière de vol) (2).

Cette manière de voir n'est plus aujourd'hui admise ni en doctrine ni en jurisprudence. On reconnaît unanimement qu'il ne faut pas suivre, dans l'application de la loi pénale, les textes de la procédure civile.

Le droit pénal est indépendant des lois civiles en ce sens que ce qui est illicite d'après ces dernières peut ne pas l'être au point de vue répressif. Ainsi, de ce qu'il soit défendu, aux termes de l'article 1037 du code de procédure civile de faire des significations et de procéder à des voies d'exécution de telle heure à telle heure, il n'en résulte pas que le temps compris entre les dites heures détermine la circonstance de nuit qui est élément constitutif ou circonstance aggravante

(1) BOURGUIGNON : *Jurisprudence des Codes criminels*, tome 1<sup>er</sup>, page 146. — GOURNAY : *Formes des procès-verbaux en matière de chasse*, page 7.

(2) DALLOZ : *Répertoire V<sup>o</sup>*, vol., n° 466. L'article 781 favorisait le système de la Cour suprême, que nous exposerons plus loin, puisqu'il paraît considérer la nuit comme l'intervalle entre le coucher et le lever du soleil. Depuis les arrêts mentionnés, la Cour de Cassation n'a plus jamais invoqué le même argument.

d'une infraction pénale. La règle de l'interprétation stricte en matière pénale, qui découle elle-même du principe qu'il n'y a pas de peine sans loi, défend d'étendre, par voie d'analogie, aux matières criminelles les dispositions qui n'ont été édictées que pour les matières civiles.

D'ailleurs, le raisonnement d'analogie dont nous parlons serait non seulement illégitime, mais illogique. Car ni l'un ni l'autre des textes de procédure civile en question n'ont pour objet de définir la nuit. Le premier dispose qu'aucune exécution ne pourra être faite de telle heure à telle heure, soit dans les grands jours, soit dans les petits jours, mais il ne dit pas qu'il faille considérer comme appartenant nécessairement à la nuit tout l'intervalle de temps laissé en dehors des limites qu'il trace. De son côté, l'article 781, lorsqu'il déclare simplement que le débiteur ne pourra être arrêté avant le lever et après le coucher du soleil, ne dit pas par là que tout le temps qui s'écoule entre le coucher et le lever du soleil appartienne à la nuit. Personne ne cherche donc plus dans le code de procédure civile la solution du problème de la nuit (1). Ajoutons qu'alors

(1) Nous verrons au cours de cette étude que l'on peut s'en référer aux textes de ce code pour déterminer le temps de nuit dans la matière particulière des visites domiciliaires. Mais,

même que ces deux textes auraient prétendu définir la nuit, on ne saurait auquel s'adresser, car ils ne visent pas le même intervalle de temps.

## II

En définitive, le problème que nous abordons se pose, d'une part, en dehors des cas spéciaux où la nuit a été déterminée par le législateur pénal, et, d'autre part, abstraction faite des dispositions du code de procédure civile.

Il reste donc que nous nous trouvons en présence du mot nuit, employé par le législateur plusieurs fois et sans définition correspondante.

Or, ce mot est susceptible de plusieurs sens.

La nuit est-elle l'intervalle compris entre le coucher et le lever du soleil; ces deux instants se trouvant déterminés d'une façon précise et mathématique, pour chaque jour de chaque saison, par les calculs astronomiques? La nuit est-elle le temps durant lequel l'obscurité règne matérielle-

en ce cas, nous ne prétendons pas appliquer au droit pénal les dispositions de la procédure civile comme telles. C'est en vertu de la règle d'interprétation que nous aurons dégagée, à savoir la recherche du but du législateur, que, étant donné la similitude des motifs de l'article 1037 et de l'interdiction des visites domiciliaires nocturnes, nous pourrions définir la nuit de la même manière dans les deux cas en conformité de notre théorie.

ment ? En ce sens, il faudrait tenir compte, après le coucher du soleil, du crépuscule du soir, et, avant le lever du soleil, du crépuscule du matin ; la nuit, ainsi comprise, serait moins longue que dans la première conception. S'agirait-il, en outre, des crépuscules astronomiques, c'est-à-dire de moments déterminés par les calculs mathématiques, ou des crépuscules variant avec l'état du ciel ? Bien que le crépuscule astronomique du soir soit fini, c'est-à-dire que la nuit soit commencée au point de vue officiel de l'astronomie, faudra-t-il dire que la nuit vraie n'est pas encore arrivée, parce que la lueur qui persiste permet de distinguer encore, dans une mesure plus ou moins large, la forme et la couleur des choses ? Inversement, quoique le crépuscule du matin soit commencé, c'est-à-dire que le jour règne astronomiquement, faudra-t-il considérer qu'il fait encore nuit parce que le ciel est chargé de nuages et ne permet pas de discerner les formes et les couleurs ?

Ce n'est pas tout. Il y a une conception possible de la nuit dans laquelle ne rentre pas le phénomène de l'obscurité ou de la clarté. Lorsque, par exemple, tous les habitants d'une commune rurale ont réintégré, après les travaux des champs, leurs maisons, qu'ils y ont pris leur repas et qu'ils sont couchés, ne peut-on pas dire qu'en ce qui les

concerne, la nuit est venue, bien que le crépuscule astronomique ou vrai, n'ait pas encore touché à sa fin ? Inversement, ne peut-on pas soutenir que, malgré le coucher du soleil et la survenance des ténèbres sur la moitié de la planète, il ne fait pas nuit pour ceux qui se promènent et qui s'amuse<sup>nt</sup> dans une grande ville, sur les grands boulevards de Paris, par exemple ? Pris dans cette acception, qui paraît très raisonnable, le mot nuit signifierait donc la cessation de l'activité du jour.

Nous voilà donc en face de plusieurs acceptions possibles du mot nuit.

Dès lors la question qui se présente est celle de savoir s'il faut chercher à faire prévaloir l'une de ces acceptions d'une manière absolue pour l'appliquer uniformément à toutes les matières pénales, ou bien s'il ne convient pas de prendre tantôt l'une, tantôt l'autre de ces acceptions, suivant les matières diverses dans lesquelles un rôle est joué par la circonstance de nuit ? En d'autres termes, y a-t-il une définition unique, ou plusieurs définitions de la nuit ?

Nous n'hésitons pas à affirmer que la nuit est une notion essentiellement relative qui doit varier *secundum subjectam materiam*. Nous nous proposons de démontrer cette proposition de

deux manières : en premier lieu par une méthode pour ainsi dire négative, en réfutant le système de la Cour de Cassation qui fournit une définition uniforme de la nuit ; en second lieu, d'une manière positive et directe.

---

## CHAPITRE DEUXIÈME

### THÉORIE DE LA COUR DE CASSATION CRITIQUE

---

La définition de la nuit donnée par la Cour de Cassation est la seule qui se présente expressément avec un caractère d'universalité.

Sans doute, certaines autres définitions élaborées surtout à propos du vol (théorie identifiant la nuit et l'obscurité, théorie considérant la nuit comme le temps de la cessation de l'activité diurne) ont été présentées par leurs auteurs (1), plus ou moins implicitement comme susceptibles d'une application générale. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles visent particulièrement une matière pénale. Aussi nous en occuperons-nous dans la seconde partie de cette étude et

(1) CARNOT : *Commentaire du code pénal*, t. II, page 265. BLANCHE : *Études sur le code pénal*, t. V, n° 109. CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE, t. V, n° 2017. Cf. sur ces théories GARÇON : *Code pénal annoté*, sous les articles 381 à 386, nos 31 et suivants. DAGUIN : *Note sous un arrêt du Tribunal de l'empire d'Allemagne du 5 février 1881*, dans Sirey 83. 4. 9.

n'avons-nous à nous attacher en ce moment qu'à la théorie de la Cour suprême qui, seule en réalité, considère la nuit comme une notion unique et applicable à toutes les matières.

La nuit serait, d'après la jurisprudence constante de la Cour de Cassation, l'intervalle de temps compris entre le coucher et le lever du soleil, ou, d'une manière plus précise, le temps compris entre la disparition du soleil et sa réapparition à l'horizon, ces deux moments étant fixés, pour chaque saison et pour chaque jour, par l'almanach d'après les calculs astronomiques. Cette notion aurait une valeur absolue et immuable, et elle devrait être uniformément appliquée à toutes les matières.

Cette pensée de la Cour suprême s'est affirmée, pour ne jamais changer, au lendemain de la promulgation du code pénal. Un arrêt du 12 février 1813 (Dalloz, répertoire v<sup>o</sup> vol. n<sup>o</sup> 466) statua en effet en ces termes :

« Considérant que l'article 386 du code pénal punit de la peine afflictive et infamante de réclusion tout vol commis *la nuit* dans un lieu habité ; qu'un pareil vol est donc qualifié crime, d'après les articles 1 et 7 du même code ; que, dans l'espèce, il a été reconnu par la Cour de Nancy que Jean-Baptiste Antoine est suffisamment

prévenu d'avoir commis un vol dans un lieu habité et d'avoir commis ce vol le 29 novembre, entre 9 et 10 heures du soir, c'est-à-dire à une heure de la nuit; d'où il suit que ledit prévenu devait être renvoyé à la Cour d'assises, aux termes de l'article 231 du code d'instruction criminelle; qu'ainsi ladite Cour a violé les règles de compétence établies par cet article en renvoyant le prévenu à la police correctionnelle; que la Cour n'a pu, comme elle l'a fait, écarter la compétence de la Cour d'assises, sous le prétexte qu'à l'heure où le voleur s'était introduit dans le lieu où il a commis le vol, il y régnait tout le mouvement et l'activité du jour, puisqu'en désignant la nuit comme circonstance aggravante du vol, la loi n'en a fait dépendre l'existence d'aucune autre circonstance accidentelle; que, conséquemment, elle a entendu par nuit, d'après la signification vulgaire et naturelle de ce mot, tout l'intervalle de temps entre le coucher et le lever du soleil; casse, etc. »

La Cour d'Assises avait estimé que la circonstance de nuit n'était pas réalisée parce que le vol avait été commis à un moment où l'activité diurne n'avait pas cessé dans le lieu habité où le vol avait été perpétré. Nous estimons que c'était dans l'espèce, s'inspirer très judicieusement du

but de la loi. Le vol, commis à 10 heures du soir, n'offre pas, en effet, plus de péril dans un appartement, où règne toute l'activité du jour, qu'il n'en offrirait le jour même.

Mais n'anticipons pas sur notre démonstration ultérieure et continuons notre analyse de la jurisprudence de la Cour suprême.

La même année, un arrêt du 23 juillet 1813 (DALLOZ, *Répertoire* V<sup>o</sup> Vol, n<sup>o</sup> 466) fut conçu en ces termes :

« Attendu que l'article 781 du code de procédure civile, qui n'est que le renouvellement de l'article 4, titre III, de la loi du 15 germinal an VI, sur la contrainte par corps, il résulte que la loi considère comme nuit l'intervalle entre le coucher et le lever du soleil ; que, dans l'espèce, le jury ayant déclaré que le vol avait été commis par deux personnes entre le coucher et le lever du soleil, le crime rentrait dans la disposition de l'article 386, n<sup>o</sup> 1, du code pénal ; qu'ainsi, en ne considérant le fait que comme un délit de police correctionnelle, et ne lui appliquant que la peine portée par l'article 401 du code pénal, l'arrêt a contrevenu à l'article 386 précité et fait une fausse application de la loi pénale ; casse, etc.... » Comme on le voit, la Cour de Cassation fait état, dans cet arrêt, de l'article 781 du code de procédure

civile, qui semble favoriser sa théorie. Le même argument se trouve reproduit, le 16 juillet 1818 (DALLOZ, *Répertoire* eod.loc.) par la Cour suprême :

« Attendu que le jury ayant déclaré, conformément à ce qui était porté dans la question, que le vol dans une maison habitée, dont il avait reconnu l'accusé coupable, avait été commis après le coucher du soleil, la Cour d'Assises a dû faire à cette circonstance l'application des dispositions du code sur la circonstance de nuit; qu'en jugeant ainsi elle s'est conformée au principe qui résulte de l'article 4 de la loi du 15 germinal an VI et de l'article 781 du code de procédure civile, et loin d'avoir violé la loi, elle en a fait au contraire une juste application. »

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit dans notre chapitre premier, à savoir que l'article 781, aussi bien que l'article 1037, sont inapplicables en matière pénale. Les juges criminels ne doivent pas chercher des analogies dans les lois civiles, lesquelles visent d'autres objets que la répression des infractions. L'article 781, du reste, en décidant que le débiteur ne peut être arrêté depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever, édicte une règle impérative, mais n'opère aucune qualification de la nuit.

Sur ce point, la Cour de Cassation reconnut

bientôt son erreur. Une trace s'en remarque encore, à la vérité, dans l'arrêt du 15 avril 1825, ainsi conçu :

« Attendu, en fait, que le jury a déclaré que le vol imputé avait été commis, le 17 décembre, après 6 heures du soir, ce qui, pour cette saison, était déclarer qu'il avait été commis la nuit; attendu, en droit, que *la loi dispose* que la nuit est l'intervalle entre le coucher et le lever du soleil, et que, dans l'espèce, au 17 décembre, après 6 heures du soir, le soleil était couché depuis près de deux heures; que, d'après les faits ainsi déclarés, la disposition de l'article 386 du code pénal, relative au vol commis la nuit, dans une boutique dépendant de la maison du sieur Bérubé, a été justement appliqué. » (DALLOZ, eod. loc.).

En disant que la loi dispose que la nuit est l'intervalle entre le lever et le coucher du soleil, la Cour semble faire une allusion implicite à l'article 781. Mais elle ne tarda pas à renoncer complètement à cette manière de voir et les arrêts suivants contiennent seulement, sans référence à la procédure civile, cette affirmation que la nuit est l'intervalle compris entre le coucher et le lever du soleil. Ce fut le cas de l'arrêt du 11 mars 1830 (DALLOZ, eod. loc.).

Dans l'espèce, l'accusé avait été reconnu par le jury coupable d'avoir, le 11 octobre, soustrait frauduleusement, dans un appartement, divers objets mobiliers, et d'avoir commis cette soustraction entre 7 heures et 9 heures du soir. La Cour suprême décida « qu'il résultait du rapprochement de la date du 11 octobre et du moment du vol commis entre 7 heures et 9 heures du soir, qu'il avait été nécessairement commis pendant la nuit. »

Tout se réduirait donc, en matière de vol nocturne, à un simple rapprochement de dates et d'heures. Ce serait une question de calendrier et de pendule. Il n'y aurait à tenir compte d'aucune autre considération. Un vol commis de 7 heures à 9 heures du soir, dans un restaurant regorgeant de consommateurs, serait un crime pour la même raison qu'est un crime le vol commis dans une maison endormie, dans une chambre à coucher dont les habitants se livrent au sommeil. Ainsi l'exigerait la formule strictement mathématique de la Cour de Cassation qui fut renouvelée dans les arrêts du 16 décembre 1843 (Dalloz 1845, 4. 556) et du 18 décembre 1873 (Dalloz 1874, 1. 328).

Dans la matière des contraventions aux règlements d'éclairage, la Cour suprême transporta la

même solution invariable. Dans un arrêt du 2 juin 1848 (Daloz 1848, 1. 104) elle décida que les règlements de police qui prescrivent l'éclairage des voitures en circulation pendant la nuit entendent nécessairement, d'après la signification propre de ce mot, soumettre à cette obligation les véhicules depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever. L'arrêt du 7 février 1857 (Daloz 1857, 1. 135) émit indirectement une affirmation semblable en déclarant que l'article 15 du décret réglementaire du 10 août 1852 sur la police du roulage a parlé du temps de nuit sans en fixer les limites légales, suivant la différence des époques et des saisons. L'arrêt du 4 février 1860 (Daloz 1860, 5. 429) répéta que la nuit commence après le coucher du soleil et ajouta que le clair de lune ne peut modifier les dispositions des règlements qui prescrivent, sans admettre une pareille exception, l'éclairage des voitures parcourant les routes pendant la nuit. L'année suivante, la Chambre criminelle affirma encore sa définition de la nuit en cassant un jugement qui s'était appuyé, pour rejeter une prévention, sur ce motif que le 28 octobre, vers 6 heures du soir, la nuit ne pouvait être réputée avoir commencé (Cass. 2 février 1861. Daloz 1862, 1. 100). Le 20 mars 1863 (Daloz 1863. 5. 426), un arrêt décida

dans le même sens qu'un tribunal de simple police n'a pu légalement, alors qu'un procès-verbal régulier constate à la charge d'un voiturier le défaut d'éclairage de sa voiture à une heure postérieure à celle du coucher du soleil (dans l'espèce 27 janvier, à 6 h. 1/2 du soir), le renvoyer de la poursuite par le motif qu'il ne faisait réellement pas nuit au moment de la contravention à lui imputée.

On pourrait croire, si l'on examinait isolément et superficiellement un arrêt plus récent (27 janvier 1900. Dalloz 1902, 1. 143) que la Cour suprême s'est un instant départie de son système habituel. La réflexion montre qu'il n'en est pas ainsi. Un arrêt municipal avait prescrit d'éclairer les excavations des rues avant et pendant la nuit. Que fallait-il entendre par cette expression ? « Attendu, dit la Chambre criminelle, qu'aux termes de l'article 39 de l'arrêté municipal du 12 juillet 1879, les excavations qui ne peuvent être remblayées, réparées ou rechargées avant la chute du jour doivent être soigneusement éclairées pendant la nuit ; que l'obligation qui dérive de cette disposition et qui est légalement inscrite dans l'article 471 n° 4 du code pénal intéresse essentiellement la sécurité publique ; qu'elle entraîne pour les entrepreneurs, qui y sont tenus, la nécessité d'éclairer à la fin du jour, etc... »

Cette décision est vague, assurément. Toutefois, on peut remarquer que la Cour ne reproduit pas sa définition habituelle de la nuit ; elle ne dit plus qu'il faut entendre par là l'intervalle compris entre le coucher et le lever du soleil. Elle parle simplement de la fin du jour, ce qui ne résout pas le problème et ce qui peut même sembler une approbation implicite d'une autre manière de voir. Mais il ne faut attacher qu'une faible importance à cet arrêt, à cause de son imprécision même. On peut, d'ailleurs, très légitimement prétendre que la Cour de Cassation se réfère ici à sa définition ordinaire et si souvent répétée.

Il y a d'autant plus lieu de le penser que la Cour suprême a encore, dans un arrêt tout à fait récent, reproduit la définition dont nous parlons.

« Attendu dit-elle, que la chute du jour est le point de départ de l'intervalle incessamment variable quant à sa durée, mais enfermé dans les limites précises et certaines, qui s'écoule du coucher au lever du soleil, et qui, en matière pénale, représente le temps de nuit ; que les expressions employées dans l'arrêté préfectoral doivent donc s'entendre de ce temps-là même, et, comme lui, comprendre intégralement, sans déduction des périodes crépusculaires, toute la

durée ci-dessus spécifiée ; attendu, dès lors, qu'à cet égard, le pouvoir du juge se bornait, dans la cause, à déterminer si le fait poursuivi s'était produit avant ou après la disparition du soleil à l'horizon. » En conséquence, la Cour suprême cassa le jugement du tribunal de simple police de La Rochelle.

La notion de la nuit est donc, pour elle, absolument la même en matière de contraventions aux règlements d'éclairage qu'en matière de vol.

Elle est identique aussi en matière de tapage nocturne. Les arrêts du 1<sup>er</sup> août 1829 et 26 juillet 1849 (Dalloz 1829. 1. 318 et 1849. 5. 375) décidèrent qu'il y a fait de tapage nocturne par cela seul que le tapage s'est produit après le moment où, suivant les saisons, le jour fait place à la nuit et ils ajoutèrent que le moment où la nuit succède au jour ne peut, en aucun cas, dépendre de l'heure fixée par les règlements de l'autorité municipale pour la fermeture des établissements publics. Dans l'arrêt du 29 août 1857 (Dalloz 1857. 1. 408) la Cour suprême sembla pousser sa conception jusqu'au paradoxe en déclarant que « le tapage qui a eu lieu à 9 heures et demie du soir, même aux plus longs jours, est un tapage nocturne. » Mais l'arrêt le plus précis rendu en cette matière fut celui du 30 janvier 1874 (Dalloz

1874. 1. 180) conçu en ces termes. « Attendu que les mots *nocturne* ou *pendant la nuit*, lorsqu'ils sont employés *dans la loi* sans autre énonciation qui en détermine ou en restreigne la portée, comprennent de droit, d'après la signification propre de ces mots, tout l'intervalle de temps, nécessairement variable quant à sa durée, mais renfermé dans des limites précises et certaines, qui s'écoule du coucher au lever du soleil ; que l'appréciation du juge se borne, dès lors, à rechercher si, d'après les débats et suivant le cours des saisons, les faits incriminés se sont passés dans cet intervalle. » On voit que cette définition déborde la question du tapage nocturne et qu'elle revêt un caractère général qui est considéré comme devant s'appliquer à toute matière dans laquelle un texte parle de la nuit.

Si nous regardons dans son ensemble la jurisprudence que nous venons d'analyser, nous voyons que l'argumentation de la Cour suprême se résume dans la formule suivante : En désignant la nuit comme élément constitutif ou comme circonstance aggravante d'une infraction, la loi n'en a fait dépendre l'existence d'aucune autre circonstance accidentelle, elle a donc entendu par nuit, d'après la signification vulgaire et naturelle de ce mot, tout l'intervalle compris entre le coucher et le lever du soleil.

Partant de ce principe, la Cour de Cassation n'a pas hésité à annuler les jugements ou arrêts qui, après avoir constaté qu'une infraction a été commise entre le coucher et le lever du soleil, a néanmoins relaxé les prévenus par le motif que l'acte incriminé n'a pas été commis la nuit.

Si, comme nous le verrons plus loin, une jurisprudence contraire à celle de la Cour suprême a pu se développer, c'est que celle-ci, tout en maintenant sa définition rigide de la nuit, a reconnu aux juges du fait un pouvoir souverain d'appréciation en ce qui concerne la circonstance de nuit. La Chambre criminelle déclare qu'il appartient aux magistrats de décider, d'après l'instruction et les débats, si l'acte a eu lieu ou non pendant la nuit; et elle considère qu'en disant simplement que le fait ne s'est pas produit la nuit, les juges affirment par là même implicitement que ce fait ne s'est pas placé entre le coucher et le lever du soleil.

C'est ainsi que la Cour suprême, sans se contredire et sans rien sacrifier de sa définition de la nuit, a pu permettre la formation d'une jurisprudence contraire à la sienne.

Quelques arrêts ont nettement précisé l'attitude de la Cour de Cassation à cet égard.

La Cour de Paris avait repoussé une exception

d'incompétence fondée sur ce qu'un vol aurait été commis pendant la nuit. Les conclusions du demandeur prétendaient établir, en effet, par les déclarations de deux témoins, que le vol aurait été commis à dix heures du soir, c'est-à-dire pendant la nuit. La Cour rejeta ces conclusions et se déclare compétente, par ce motif que l'instruction et les débats n'avaient pas établi que le vol eût été commis pendant la nuit.

Cette décision fut frappée de pourvoi. Celui-ci se basait sur ce que la Cour d'appel n'aurait répondu que d'une manière insuffisante aux conclusions tendant à son incompétence et n'aurait, en conséquence, pas permis à la Cour suprême d'exercer son contrôle sur la légalité de la décision attaquée.

La Cour de Cassation, dans son arrêt du 18 décembre 1873 (Dalloz 1874.1.328) rejeta le pourvoi en ces termes :

« Attendu, en droit, que si les tribunaux, lorsqu'ils constatent qu'un vol a été commis pendant l'intervalle écoulé entre le coucher et le lever du soleil, ne peuvent pas refuser d'appliquer les conséquences légales que le code pénal attache à la circonstance de nuit, en se fondant sur des faits accidentels ou sur des distinctions arbitraires que la loi n'a pas admises, il leur

appartient de décider souverainement, d'après l'instruction et les débats, s'il y a ou non preuve suffisante que le vol a été commis pendant la nuit, et que leur déclaration, sur ce point de fait, échappe à la censure de la Cour de Cassation.

« Attendu qu'il rentrait dans le pouvoir souverain du juge du fait d'admettre ou de rejeter les instructions que le prévenu prétendait tirer de la déposition des témoins, et de décider s'il en résultait ou non la preuve que le vol a été commis pendant la nuit ; qu'en déclarant que l'instruction et les débats n'avaient pas établi cette circonstance, la Cour d'appel a, par cela même, affirmé implicitement qu'il n'était pas démontré que le vol eût été commis soit à 10 heures du soir, soit à toute autre heure de la nuit ; que cette déclaration, fondée sur une appréciation souveraine des débats, suffit pour motiver le rejet du déclinaire, puisque la Cour d'appel n'aurait pu se déclarer incompétente qu'autant qu'elle eût trouvé dans l'instruction la preuve que le vol avait été commis pendant la nuit. »

Mais la Cour suprême ne permet pas aux tribunaux d'écarter la circonstance de nuit lorsqu'ils ont constaté que le fait a été commis entre le coucher et le lever du soleil. Citons en ce sens un arrêt du 4 juillet 1823, rendu sur une requête

en règlement de juges dans les circonstances suivantes :

Une ordonnance du 26 mars 1823, rendue en Chambre du Conseil du tribunal de Saint-Amand, mit un sieur Masloux en prévention d'un vol commis la nuit dans une dépendance de maison habitée. La Chambre d'accusation de la Cour de Bourges ne trouva pas, dans la procédure, d'indices suffisants que le vol eût été commis la nuit ; elle le considéra comme vol simple et, par arrêt du 29 mars 1823, renvoya le prévenu devant le tribunal correctionnel de Bourges. Or, le tribunal de Bourges, par un jugement du 23 avril suivant, se déclara incompétent par ce motif qu'il résultait des débats que le vol avait été commis entre le coucher et le lever du soleil, et dans une écurie dépendant d'une maison habitée. Ce jugement fut confirmé, sur appel, par un arrêt du 15 mai.

La Cour suprême, saisie d'une requête en règlement de juges, répondit en ces termes très formels :

« Considérant qu'en faisant de la nuit une circonstance aggravante du vol, la loi n'en a pas fait dépendre l'existence d'aucune autre circonstance accidentelle ; qu'elle a donc entendu par nuit, d'après la signification de ce mot, tout l'intervalle de temps entre le coucher et le lever

du soleil ; d'où il suit que le vol, tel qu'il a été reconnu d'après les débats qui ont eu lieu devant le tribunal de Bourges, rentrait dans l'application du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 386 du Code pénal, qui le soumet à une peine afflictive et infamante, et que, conséquemment, la juridiction correctionnelle était incompétente pour en connaître ; renvoie l'affaire devant la Chambre d'accusation de la Cour royale d'Orléans. »

La Cour de Cassation a incontestablement raison d'exercer, en ce qui concerne la nuit comme en tout autre domaine, son pouvoir nécessaire de contrôle. Mais le problème consiste à savoir si la définition absolue de la nuit, que la Cour régulatrice impose aux juridictions soumises à sa censure, se trouve ou non exacte.

Que vaut donc la théorie de la Cour suprême ? Elle repose, nous l'avons dit, sur cette idée que la loi n'a fait dépendre la circonstance de nuit d'aucun autre élément accidentel et que, par suite, elle a entendu par nuit, d'après le sens ordinaire du mot, tout l'intervalle compris entre la disparition du soleil à l'horizon et sa réapparition.

C'est un raisonnement qu'il nous est permis de trouver bien fragile. Sans doute, lorsque le législateur a parlé de la nuit, il n'a fait suivre ce

terme d'aucune indication d'autre circonstance accidentelle ; il a dit : la *nuit*, purement et simplement. Mais en résulte-t-il que le sens législatif du mot nuit soit celui que pose la Cour de Cassation ? Nous ne le croyons pas.

Est-il établi, d'abord, que la signification courante du mot nuit soit celle qu'indique la Cour de Cassation ? Il s'agit là d'un sens astronomique, mathématique ; les instants de la disparition et de la réapparition du soleil à l'horizon sont déterminés d'une façon absolument précise par les calculs des savants. Chacun, sans doute, peut les connaître en consultant l'almanach. Mais c'est une information dont la plupart des citoyens se désintéressent volontiers. En réalité, on dit, dans la conversation, qu'il fait nuit, lorsqu'on ne voit plus clair, et le sens usuel du mot nuit est bien plutôt celui d'obscurité. En ne tenant pas compte du crépuscule qui suit ou qui précède le coucher ou le lever du soleil, la Cour suprême semble donc en contradiction avec le langage vulgaire qu'elle invoque.

Au surplus, il est facile de montrer, comme nous l'avons déjà fait, que le mot nuit n'a pas un sens usuel, mais plusieurs sens usuels. N'entend-on pas par cette expression, parfois, le temps durant lequel l'activité diurne a cessé et les

citoyens se livrent au repos ? Ce temps ne coïncide pas toujours avec l'obscurité. En ce sens, les habitants des villes se lèvent bien après que l'obscurité a cessé, tandis que les paysans se livrent au travail bien auparavant ; de même, les habitants des campagnes se couchent souvent alors qu'il fait encore matériellement jour.

Si le mot nuit est susceptible de plusieurs sens vulgaires, il se peut que le législateur, en s'abstenant d'une définition et en employant une formule générale, ait précisément voulu laisser aux tribunaux le soin d'adapter cette formule aux matières concrètes et diverses. C'est à la Cour de Cassation qu'il incombe, en sa qualité d'organe régulateur de la jurisprudence, de faire cette adaptation. Mais, alors même que le législateur aurait eu, en rédigeant les textes où le mot en litige est employé, un seul sens présent à l'esprit, sur quoi pourrait-on s'appuyer pour dire que ce sens est celui-ci plutôt que celui-là ?

Soit, dira-t-on. Il y a plusieurs sens possibles du mot nuit. Mais la Cour de Cassation, en l'interprétant d'une manière uniforme, supprime du moins l'arbitraire des distinctions. Or, n'est-il pas essentiel, dans toutes les matières pénales, que rien ne soit abandonné à l'arbitraire ?

Cette considération ne mérite pas d'être

accueillie. Nous estimons, au contraire, que la jurisprudence de la Cour de Cassation, que nous critiquons, fait litière des principes généraux de l'interprétation des lois pénales. Ces lois sont d'interprétation stricte, c'est-à-dire qu'il n'est pas permis d'étendre le domaine des infractions prévues et définies par le législateur. Or, il nous semble manifeste que le système que nous combattons aboutit parfois à cette extension. Envisageons, par exemple, le délit de chasse nocturne et les contraventions aux règlements d'éclairage. Si, comme personne ne le nie, l'interdiction de la chasse nocturne a pour but d'assurer la sécurité des personnes, que les chasseurs ne peuvent apercevoir la nuit, et d'éviter la destruction du gibier par les braconniers, dont les manœuvres échapperaient aux yeux des gardes-champêtres et des gendarmes, il est vraisemblable que la nuit signifie, en cette matière, obscurité. Il est donc logique de penser que le législateur n'a entendu interdire la chasse que pendant le temps d'obscurité. Nous verrons d'ailleurs que cette manière de voir est pleinement confirmée par les travaux préparatoires de la loi de 1844. Substituer l'instant astronomique du coucher du soleil au moment de l'obscurité, c'est par suite établir une interdiction plus large que celle qui a été

portée par la loi, puisqu'elle comprend la période crépusculaire que la loi ne vise pas ; c'est donc étendre le domaine de l'infraction en dehors des limites voulues par le législateur.

Le raisonnement a la même valeur en ce qui concerne les contraventions aux règlements d'éclairage. Ceux-ci ont pour objet évident de prévenir les accidents qui peuvent arriver quand règne l'obscurité. Exiger l'allumage des lanternes au moment du coucher astronomique du soleil, alors qu'il fait encore matériellement jour, c'est faire violence aux motifs qui justifient la prescription d'éclairage. C'est exiger l'allumage sans utilité, c'est-à-dire pendant le crépuscule, lorsque les accidents ne sont pas à craindre. C'est, en définitive, étendre la contravention au delà des bornes fixées par l'esprit et le but des textes.

Ces exemples suffisent à montrer que le système de la Cour de Cassation aboutit à une méconnaissance des principes de l'interprétation des textes pénaux et même, semble-t-il, à un oubli du bon sens. Loin de supprimer l'arbitraire, ce système l'enfante, puisqu'il prétend faire cadrer une notion unique avec des matières diverses qui exigent au contraire une notion variable.

En même temps, cette théorie conduit à mettre à la charge des particuliers des obligations d'une

exécution pratiquement très difficile. Nul n'aurait le droit de chasser après le moment mathématique du coucher du soleil; à cet instant précis les voituriers auraient l'impérieux devoir d'allumer leurs lanternes. Or, l'accomplissement de ces obligations, positive ou négative, nécessiterait l'emploi d'un almanach et d'un chronomètre sans lesquels les citoyens ignoreraient toujours l'instant précis du coucher du soleil. La constatation des infractions, d'autre part, pour être absolument régulière, exigerait l'usage des mêmes procédés.

Le système de la Cour de Cassation nous semble donc, en définitive, se heurter à la raison, à la règle de l'interprétation stricte en matière pénale, à de sérieuses difficultés d'application.

---

## CHAPITRE TROISIÈME

### NOTION RELATIVE DE LA NUIT

---

Le moment est venu d'établir, à l'encontre du système de la Cour de Cassation, notre théorie suivant laquelle la nuit constitue en droit pénal une notion essentiellement relative. Dans chaque matière pénale, il convient de définir la nuit en s'inspirant du but spécial qu'a poursuivi loi.

Nous nous proposons de démontrer cette proposition en nous plaçant successivement au point de vue rationnel et au point de vue juridique.

Puis nous aurons à en déduire les conséquences en ce qui concerne les rôles respectifs qui incombent à la Cour suprême et aux juges du fait dans l'interprétation du mot nuit.

I

POINT DE VUE RATIONNEL

Le fondement du droit de punir se trouve dans la combinaison des idées de justice et d'utilité. Pas plus qu'il n'est juste, pas plus qu'il n'est utile, telle doit être la formule de tout système pénal. Or, il est aisé de démontrer qu'une définition uniforme de la nuit conduit à réprimer certains actes en dehors des limites de la justice et de l'utilité sociale.

Pour nous en tenir à la seule définition uniforme qui ait été en réalité présentée, à celle de la Cour de Cassation, voyons ce qu'il adviendrait théoriquement si l'on considérait partout et toujours la nuit comme étant l'intervalle compris entre les deux instants rigoureusement astronomiques de l'apparition et de la disparition du soleil à l'horizon.

La chasse nocturne doit être défendue lorsque règne l'obscurité afin d'éviter les accidents possibles. Pour la même raison, les véhicules doivent être munis, durant la nuit, de lanternes allumées. Qu'on applique la théorie de la Cour Suprême, et qu'on inflige une peine à ceux qui auront chassé

ou qui n'auront pas allumé leurs lanternes après le moment astronomique du coucher du soleil, mais avant qu'il ne fasse nuit, la répression excèdera manifestement les besoins de la sécurité et sera, par suite, à la fois inutile et injuste.

Il faut protéger le repos des citoyens et punir le tapage nocturne. Or, il est certain que le repos commence, suivant les localités, tantôt avant, tantôt après que les ténèbres se sont faites. La nuit doit donc s'entendre ici dans le sens de la cessation de l'activité diurne. Nul ne soutiendra, en raison, qu'il faille traiter uniformément les mêmes bruits, à 9 heures du soir, sur les grands boulevards de Paris et dans une commune rurale où les habitants se couchent dès qu'ils sont rentrés des champs et qu'ils ont pris leur repas. Punir des bruits qui se sont produits en pleine activité diurne d'une cité, alors même que le soleil aurait disparu derrière l'horizon, serait encore ici franchir les bornes de l'utilité.

En matière de vol, c'est à la fois l'obscurité et la cessation de l'activité qui constituent des circonstances favorables aux malfaiteurs et un double danger pour les honnêtes gens ; il faudra donc faire intervenir ces deux éléments pour déterminer la nuit.

En toute matière, il conviendra de se demander

quel est le but du législateur et de définir la nuit en considération de ce but. En ne procédant pas ainsi, on risque de dépasser le but dont il s'agit, et, par conséquent, de punir en dehors de l'utilité et de la justice, c'est-à-dire sans droit.

## II

### POINT DE VUE JURIDIQUE

Les règles de l'interprétation des lois répressives concordent parfaitement avec les déductions logiques.

Le législateur n'a pas défini la nuit. Il aurait pu le faire à propos de chaque matière déterminée ainsi qu'il l'a fait notamment à propos des lois réglementant le travail et du service de la gendarmerie. La tâche des interprètes eût été par là beaucoup simplifiée. Mais il n'y a pas de définition légale de la nuit en dehors des hypothèses spéciales que nous venons de rappeler. C'est donc que la loi a préféré laisser aux tribunaux la charge d'adapter à chaque matière la formule générale et de faire cette adaptation en considération du but légal poursuivi dans chaque matière donnée. Le rôle du juge est, par suite, en chacun de ces domaines, de rechercher le but du

texte qui a établi la nuit comme élément constitutif ou comme circonstance aggravante d'une infraction, de définir la nuit en fonction de ce but particulier, puis d'apprécier, d'après l'instruction et les débats, si la définition ainsi dégagée a été réalisée en fait par le prévenu.

Une autre méthode d'interprétation conduirait les juges à une violation de cette règle fondamentale de notre droit public et pénal qu'il n'y a pas de peine sans loi.

La règle « Nulla pœna sine lege » est la pierre angulaire de la liberté civile. Elle entraîne cette conséquence que les juges criminels ne peuvent prononcer aucune peine dans le silence ou dans l'insuffisance des textes. Sans doute, ce silence ou cette insuffisance ne les autorise pas à refuser de statuer. A cet égard, l'article 4 du code civil a une portée générale et s'applique à tous les juges, civils ou criminels. Mais tandis, que les juges civils doivent combler les lacunes de la loi, les juges criminels ne peuvent prononcer aucune peine si les textes se taisent ou sont insuffisants (1). Cela revient à dire, notamment, que les juges criminels ne peuvent considérer comme une infraction déterminée que les actes rentrant

(1) GARRAUD : tome I, n° 125. GARÇON : *Code pénal annoté* sous article 4, n° 23.

en fait dans la définition légale de cette infraction, c'est-à-dire réunissant tous les éléments légaux requis pour l'existence de cette infraction. D'autre part, les juges ne peuvent prononcer contre l'auteur d'une infraction la peine résultant d'une circonstance aggravante déterminée que si cette circonstance aggravante est expressément prévue par la loi et que si les éléments de cette dernière se trouvent en fait réunis.

Il ne faudrait cependant pas croire que les juges criminels n'aient pas le droit d'interpréter les lois lorsqu'elles sont obscures ou peu claires. « Comme les lois civiles, dit M. Garçon, les lois pénales doivent être interprétées par le juge lorsqu'elles sont obscures et cette interprétation ne doit pas s'en tenir à la lettre du texte : il faut en rechercher le sens par tous les procédés de la dialectique juridique : histoire, travaux préparatoires, *but du législateur*, rapprochement des textes, sens grammatical et sens usuel des mots et des phrases, et, il est vrai seulement que s'il existe un doute sérieux, la loi pénale doit être entendue dans le sens le plus doux : le doute s'interprète en faveur de l'accusé (1). »

Appliquons dans le domaine de la nuit ces

(1) GARÇON : loc. cit., n° 24. ORTOLAN : tome II, n° 1633.

conséquences de la règle « *Nulla pœne sine lege.* » La loi n'a pas défini la nuit. Que doit faire le juge ?

Il doit interpréter le texte par tous les procédés ordinaires et surtout par la considération du but du législateur qui présente, en cet ordre d'idées, une importance primordiale. Si quelque doute subsiste, il doit l'interpréter en faveur de l'accusé, c'est-à-dire dans le sens le plus doux.

Un individu est poursuivi sous l'inculpation de chasse nocturne. La loi de 1844 n'a pas défini la nuit. Le juge recherchant le but du législateur, n'aura pas de difficulté à se convaincre que ce but est d'éviter les accidents de personnes et la destruction du gibier par les braconniers, qui pourraient résulter de l'obscurité (1). La question sera donc de savoir, en fait, s'il faisait encore jour ou si l'obscurité régnait lorsque le prévenu chassait. Il en sera de même s'il s'agit d'un individu poursuivi pour contravention aux règlements d'éclairage.

Supposons, au contraire, que le tribunal soit en présence d'une inculpation de tapage nocturne. Examinant le but des textes, il se rendra facile-

(1) Nous verrons, d'ailleurs, que les travaux préparatoires de la loi de 1844 mettent en pleine évidence ce but du législateur.

ment compte que ce but n'est autre que la protection du sommeil et du repos des habitants. Le juge aura donc à se demander si, dans la localité où s'est produit le fait incriminé, les habitants ont coutume de se reposer à l'heure où ce fait a été commis ; si, en d'autres termes, il y a eu à ce moment cessation de l'activité diurne.

S'agit-il d'une prévention de vol commis la nuit, le juge devra, en considérant le but de la loi, tenir compte à la fois de l'obscurité et de la cessation de l'activité diurne. Car ces deux éléments facilitent les vols, et le législateur les a certainement eus en vue tous les deux lorsqu'il a voulu, par l'aggravation de la peine du vol nocturne, protéger les citoyens.

Un doute persiste-t-il dans la pensée du juge ? Il devra interpréter la loi, c'est-à-dire le mot nuit, dans le sens le plus doux à l'accusé qui bénéficie en principe du doute. Ainsi, un individu est prévenu d'avoir, au mois de décembre, à 5 heures du soir, volé un objet dans un grand magasin de Paris. Est-ce un vol nocturne ? Le juge hésite entre ces affirmations contradictoires : 1° il faisait nuit parce que le soleil était astronomiquement couché et parce que l'obscurité régnait matériellement ; 2° la circonstance de

nuit n'était pas réalisée, parce que, au moment où le fait a eu lieu, l'activité diurne de Paris était loin d'avoir cessé, notamment dans le grand magasin où l'acte incriminé s'est produit. De ces deux interprétations, c'est la seconde qui devra prévaloir, en raison de ce principe que le doute profite à l'accusé.

Ainsi les règles de l'interprétation, la recherche du but de la loi surtout, conduisent à définir la nuit relativement aux matières. Il est facile de voir que toute autre définition, soit qu'elle ait un caractère uniforme et absolu, soit qu'elle ne s'inspire pas en chaque matière du but spécial de la loi, peut mener à une violation certaine de la règle qu'il n'y a pas de peine sans loi.

La chasse nocturne est le fait de chasser lorsque règne l'obscurité. Le législateur (le but de la loi de 1844 aussi bien que ses travaux préparatoires le prouvent) a considéré l'obscurité comme un élément constitutif de ce délit. Il en résulte que si les juges considèrent comme chasse nocturne la chasse pratiquée après le coucher astronomique du soleil, mais alors que règne encore la lumière crépusculaire, c'est-à-dire qu'il ne fait pas nuit, ils incriminent un fait non incriminé par la loi et ils appliquent une peine sans texte. Ils créent, pour la punir sans utilité, une infraction.

De même, lorsque les juges considèrent comme vol nocturne un vol qui ne l'est pas, ils transforment de leur propre autorité un délit en crime ; ils inventent une circonstance aggravante, et, ici encore, ils appliquent une peine qui n'a pas été portée par le législateur.

Nous croyons donc devoir conclure, au nom de la règle supérieure « Nulle peine sans texte » que la définition de la nuit doit être donnée, dans chaque matière, en fonction du but spécial poursuivi par le législateur.

A côté de ces considérations essentielles et de ces arguments d'ordre général, il y a lieu de faire valoir en faveur de la même conclusion des arguments tirés des textes eux-mêmes. Nous avons vu, en effet, que le législateur a pris la précaution, dans certaines matières très déterminées (gendarmerie, impôts, travail) de définir le temps de nuit. Or il a donné des définitions *variant* avec ces matières. Si nous n'examinons que les dispositions légales fixant le temps de nuit, elles nous offrent une notion essentiellement relative de la nuit. C'est donc cette notion qui se trouve dans l'esprit du législateur. Si, dans d'autres matières, telles que la chasse, le vol, le tapage nocturne, il a employé le mot nuit sans le définir, c'est qu'il a voulu abandonner aux

juges, et surtout à la Cour de Cassation, le soin d'adapter une formule générique à la diversité des matières. Il n'en est pas moins vrai que, là comme ailleurs, la loi a considéré la notion de la nuit comme nécessairement relative.

### III

#### CONSÉQUENCES DE LA THÉORIE

Il nous reste, pour préciser la portée de la théorie que nous venons d'exposer, à fixer les rôles qui incombent respectivement aux juges du fait et à la Cour de Cassation dans l'interprétation du mot nuit.

Ici comme partout ailleurs, l'unité de jurisprudence est nécessaire. Or la notion relative de la nuit pourrait conduire à la contrariété des décisions judiciaires, si la Cour suprême ne remplissait pas avec soin la mission régulatrice dont elle est investie. Chaque Cour d'appel pourrait être, en effet, assez naturellement portée à concevoir différemment, dans chaque matière donnée, le but du législateur et, par suite, à fournir une définition différente de la nuit. Il serait alors regrettable de voir se former, à propos du mot nuit écrit dans un même texte pénal, des interprétations divergentes et même contradictoires.

Aussi notre théorie exige-t-elle, pour être appliquée sérieusement et utilement, que la Cour de Cassation, tout en faisant la part d'appréciation souveraine des juges du fait, exerce rigoureusement son pouvoir de contrôle. C'est à elle qu'il appartiendra de définir le sens législatif du mot nuit, en considération du but du texte, dans chaque matière pénale. En d'autres termes, il faudra que la Cour suprême fasse, en parlant de l'idée relative de la nuit, ce qu'elle a fait jusqu'à présent en s'inspirant d'une notion invariable. Elle devra préciser que, dans tel article, le mot nuit signifie obscurité et, dans tel autre, cessation de l'activité ; et annuler les décisions qui, après avoir apprécié souverainement les faits, n'auront pas tenu compte des définitions dont il s'agit.

Sans doute il n'appartient pas à la Cour suprême de juger, en fait, s'il faisait clair ou obscur au moment où s'est produit un acte de chasse incriminé, mais elle devrait décider, en droit, que la chasse nocturne est celle à laquelle un individu s'est livré durant l'obscurité. De même elle devrait décider qu'en matière de contravention aux règlements d'éclairage, la nuit doit s'entendre dans le sens d'obscurité, sauf à laisser aux juges du fait le soin d'apprécier si l'obscurité existait ou non au

moment de l'acte incriminé. En matière de tapage nocturne, elle devrait poser en règle que la nuit est synonyme de cessation de l'activité diurne, tout en réservant aux juges du fait le pouvoir d'apprécier, d'après l'importance et les mœurs de la localité où a été commis l'acte, si cette activité diurne avait cessé ou se perpétuait encore suffisamment, pour que le repos des habitants ne fût pas troublé.

De la sorte, les juges du fait, souverains appréciateurs des circonstances matérielles, seront enfermés, en ce qui concerne chaque matière, dans une notion précise et exacte de la nuit.

Nous devons maintenant montrer l'application du système que nous avons établi dans les diverses matières pénales où la nuit se trouve en cause, et, en même temps, rechercher dans quelle mesure la jurisprudence des cours d'appel et des tribunaux se montre favorable à ce système.

---



## CHAPITRE QUATRIÈME

### CHASSE, PÊCHE ET FORÊTS

---

C'est à cause de leur similitude que nous réunissons ces trois matières dans un même chapitre. Les motifs qui ont inspiré les lois et règlements interdisant la chasse ou la pêche nocturne sont, en effet, très analogues au moins à ce point de vue que la chasse et la pêche, pratiquées pendant la nuit, présentent un caractère destructif. Quant aux délits forestiers, qui sont constitués ou aggravés par la circonstance de nuit, ils offrent un caractère commun avec les délits de chasse et de pêche, à savoir que leurs auteurs échappent bien plus facilement à la surveillance. Néanmoins, il n'y a pas concordance entière des raisons qui ont fait introduire la nuit dans la police et la réglementation de ces trois matières ; c'est ainsi que la chasse nocturne est surtout interdite à cause du danger qu'elle occasionne pour la vie des individus. D'autre part, les textes relatifs à ces trois sujets diffèrent dans leurs

rédactions, ce qui doit nécessairement entraîner des différences d'interprétation. C'est pourquoi nous les étudierons dans trois sections distinctes.

## SECTION PREMIÈRE

### Chasse

La loi fondamentale sur la police de la chasse est celle du 3 mai 1844. Son article 9 dispose ainsi qu'il suit :

« Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne, à celui qui l'a obtenu, *le droit de chasser de jour*, à tir et à courre, sur ses propres terres, et sur les terres d'autrui avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient. »

En disant que le permis confère le droit de chasser *le jour*, la loi prohibe implicitement toute chasse *de nuit*. Les raisons de cette disposition sont indiquées dans l'exposé des motifs de la loi. « Les chasses de cette espèce, dit-il, présentent en général de graves inconvénients ; elles sont, plus particulièrement que toute autre, celles des braconniers. L'intérêt de la conservation du gibier, et un intérêt d'ordre public, de sûreté

pour les personnes, exigent qu'elles soient presque toujours défendues. Cependant il existe, dans plusieurs départements, certaines chasses de nuit qu'on peut autoriser sans danger. Celles-là ne doivent pas être interdites, mais il faut les régler suivant les saisons, les pays, les usages locaux. Des règlements spéciaux sont nécessaires (1). » L'interdiction, en principe, de la chasse nocturne, se base donc sur deux motifs : le danger qu'il y aurait pour la sécurité publique à ce que des hommes armés fussent autorisés à parcourir librement la campagne durant la nuit, et, d'autre part, le caractère destructif des chasses de nuit.

La défense de chasser la nuit a pour sanction l'article 12, § 1<sup>er</sup>-2<sup>o</sup> de la loi de 1844, c'est-à-dire une condamnation à une amende de 50 à 200 francs et même un emprisonnement de six jours à deux mois. Ces pénalités sont encourues par le seul fait de la chasse de nuit, alors même que l'acte de chasse a eu lieu à l'aide d'engins ou d'instruments non prohibés, ou par des moyens autorisés (2). Lors de la discussion de la loi de 1844 on avait même proposé d'aggraver les pei-

(1) Cf. Exposé des motifs du projet de loi sur la police de la chasse, présenté par M. le Garde des sceaux, ministre de la Justice, le 17 avril 1843 (DALLOZ, *Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, page 92, colonne 2.

(2) DALLOZ : *Supplément au Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, n<sup>o</sup> 968.

nes de l'article 12 contre les braconniers de nuit. « Il y a, disait-on, aux environs de Paris, des Sociétés organisées qui prennent toutes les nuits un grand nombre de gibier. Plusieurs hommes se réunissent, ils tendent des filets d'un bout d'un champ à l'autre. Ils parcourent le champ à petit bruit. Le gibier prend peur, s'enfuit, et se fait prendre dans les filets. Ce braconnage-là rapporte jusqu'à 1.000 écus dans une nuit. Y a-t-il proportion entre une amende de 200 francs et la peine d'un mois de prison et le bénéfice qui résulte d'une telle opération (1) ? » Cette proposition ne fut pas adoptée.

Mais quand y a-t-il chasse de nuit ? Qu'elle est, en matière cynégétique, la signification des mots jour et nuit ? Le législateur n'a pas voulu la définir. Pendant la discussion de la loi de 1844, M. Boissy avait demandé si la chasse à l'affût, qui se pratique ordinairement lorsque le jour commence ou finit, allait devenir un délit ou bien si cette chasse ne serait défendue qu'autant qu'elle aurait lieu durant la nuit même. Le rapporteur, M. Frank-Carré, répondit en ces termes : « La Commission a entendu prohiber d'une manière absolue la chasse pendant la nuit ;

(1) DALLOZ : *Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, n<sup>o</sup> 278.

mais elle a compris que très souvent la chasse à l'affût avait lieu dans un temps très rapproché de la nuit, soit le matin, soit le soir, mais qui n'est pas la nuit. *Vouloir aller plus loin et définir ce qu'est la nuit a paru impossible à la Commission ; elle a cru qu'il fallait, en posant le principe de l'interdiction de la chasse pendant la nuit, laisser les appréciations de fait aux tribunaux.* C'est ce qui se pratique dans toutes les matières de fait, et notamment dans tous les cas où la circonstance de nuit est considérée comme aggravante (1). »

« La loi, ajoute M. Frank-Carré, a voulu que la chasse ne pût avoir lieu que pendant le jour, autant par motif de sûreté publique, que dans l'intérêt d'une surveillance utile ; et, quoi qu'elle n'ait pas défini le temps de jour, il est certain qu'elle s'est servie de ce mot dans sa signification la plus usuelle, la plus large, en laissant aux tribunaux le droit de déclarer, suivant les cas et les circonstances, si le fait avait eu lieu la nuit ou le jour (2). »

De cette déclaration de M. Frank-Carré il faut rapprocher celle de M. Lenoble.

(1) DALLOZ : *Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, n<sup>o</sup> 178.

(2) Cf. DALLOZ : *Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, pp. 95 et 99, note, n<sup>os</sup> 41 et 77.

« Enfin, Messieurs, déclare M. Lenoble (1), il est encore deux autres dispositions qui s'appliquent à l'exercice du droit de chasse sous le rapport du temps prohibé. Le projet laissait au règlement d'administration publique le soin de déterminer dans quels cas et sous quelles conditions la chasse serait permise pendant la nuit ; votre Commission a pensé que la chasse ne pouvait jamais être permise pendant la nuit ; que les plus graves abus résultaient sans cesse et résulteraient toujours d'une telle licence ; qu'il valait assurément mieux restreindre et entraver quelque peu, sous ce rapport, l'exercice du droit de chasse, que de compromettre la sécurité publique, en permettant à des hommes armés de circuler librement pendant la nuit à travers les champs et au milieu des bois. C'est pendant la nuit que le braconnage s'exerce de la manière la plus redoutable ; c'est alors qu'il prend souvent tous les caractères de l'attentat à la paix publique, et qu'il met en péril la sûreté des personnes. Un tel abus ne peut être toléré, et, ici, c'est l'usage même qui est l'abus : votre Commission vous propose donc d'interdire absolument la chasse pendant la nuit. *C'est aux tribunaux*

(1) Cf. DALLOZ : *Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, pp. 95 et 99, note, nos 41 et 77.

*qu'il appartiendra de décider, d'après les circonstances du fait, si ce fait a été commis ou non pendant la nuit; c'est là ce qui se pratique, Messieurs, dans tous les cas où, d'après notre législation pénale, la nuit constitue une circonstance aggravante. »*

De ces déclarations, il ressort que le but du législateur, en interdisant la chasse nocturne, a été de prévenir les accidents qui peuvent arriver dans les ténèbres et d'empêcher le braconnage, destructeur du gibier, qui s'exerce à la faveur des ténèbres. Dans l'esprit de la loi de 1844, le mot nuit est donc synonyme d'obscurité, et c'est aux tribunaux qu'il appartient de rechercher, d'après les circonstances de la cause, si l'obscurité régnait ou bien s'il faisait encore assez jour pour que les accidents et les inconvénients redoutés par le législateur pussent être évités.

L'application du système de la Cour de Cassation, d'après lequel la nuit doit être invariablement définie comme l'intervalle compris entre le coucher et le lever du soleil, excéderait donc en matière de chasse le vœu du législateur. Il conduirait à considérer comme délits de chasse nocturne des actes qui ne présentent pas ce caractère, parce qu'ils se sont produits dans l'intervalle compris entre le coucher astronomique du soleil et l'obscurité.

Cependant ce système a été parfois soutenu et l'on a décidé que, dans l'esprit de la loi du 3 mai 1844, le jour doit s'entendre seulement du temps qui s'écoule entre le lever et le coucher du soleil.

Cette théorie a été adoptée par certains auteurs (1). En sa faveur on a invoqué deux séries d'arguments. On a d'abord fait valoir l'article 781 du code de procédure civile. Nous avons déjà répondu à la raison d'analogie tirée de ce texte. On s'appuie également sur une déclaration de M. Gillon, à la Chambre des députés, dans la séance du 19 février 1844. Cet orateur avait affirmé que le jour devait être entendu suivant le langage vulgaire, c'est-à-dire dans le sens de l'intervalle compris entre le lever et le coucher du soleil (2). Cet argument ne vaut pas mieux que le premier. Les paroles de M. Gillon n'exprimaient qu'une opinion individuelle, elles n'ont trouvé aucun écho et elles ne sauraient prévaloir contre les déclarations si importantes et si nettes que nous avons citées et qui révèlent d'une manière certaine la pensée du législateur de 1844.

(1) GILLON et VILLEPIN : *Nouveau Code des Chasses*, n° 173. — DE NEYREMAND : *Questions sur la Chasse*, p. 381. — CONTRA : Lyon, 24 janvier 1861; D., 61, 2, 214; Tribunal correctionnel de Mortain, 13 mars 1875; DALLOZ : 78, 5, 88.

(2) GILLON et VILLEPIN : *loc. cit.*

Néanmoins le système que nous repoussons actuellement a été consacré par deux arrêts de Cour d'appel.

La Cour de Dijon, dans son arrêt du 11 novembre 1846 (DALLOZ, 1847, 4, 69), s'y est ralliée dans l'espèce suivante.

Le sieur Calmette avait été surpris par deux gardes forestiers, le 30 août, à 4 heures du matin, armé d'un fusil et dans la position d'un chasseur à l'affût. Les gardes en dressèrent régulièrement procès-verbal. Les premiers juges s'appuyant sur l'article 1037 du code de procédure civile, décidèrent que le délit n'avait pas eu lieu pendant la nuit.

La Cour de Dijon infirma ce jugement. « Considérant, dit-elle, que le législateur, en autorisant la chasse pendant le jour seulement, a eu tout à la fois pour objet de rendre plus facile la constatation des délits de chasse et surtout de prohiber d'une manière absolue divers genres de chasse qui s'exercent pendant la nuit d'une manière tout à fait destructive pour le gibier, et notamment la chasse à l'affût, la plus pernicieuse de toutes, qui a lieu avant le lever ou après le coucher du soleil, et lorsque l'obscurité n'est pas complète; considérant, dès lors, que, dans l'esprit de la loi de 1844, comme dans l'esprit du code pénal, inter-

prêté par plusieurs arrêts de Cassation, le jour doit s'entendre seulement du temps qui s'écoule entre le lever et le coucher du soleil, et lorsque l'obscurité n'est pas complète; que, d'ailleurs, cette interprétation a été admise lors de la discussion de la loi à la Chambre des députés... » Par ces motifs, l'arrêt mit le jugement à néant, déclara Calmette convaincu d'avoir chassé la nuit, et le condamna à cinquante francs d'amende.

Le même système fut adopté par un arrêt de la Cour de Colmar du 20 janvier 1857, cité par M. Neyremand dans ses *Questions sur la Chasse* (1).

Un autre système a été présenté, suivant lequel la nuit n'est réputée commencer qu'au moment où le crépuscule finit, non le crépuscule civil, mais le crépuscule vrai. Nous le trouvons exposé dans les motifs d'un arrêt de la cour de Lyon du 24 janvier 1861 (DALLOZ, 1861, 2, 214). Le sieur Garel, d'ailleurs porteur d'un permis de chasse régulier, avait été trouvé chassant, le 2 décembre, à 5 heures du soir. Le tribunal correctionnel avait acquitté le prévenu. Sur appel du ministère public, la cour confirma cette décision. L'arrêt rejeta le système qui cherche une interprétation par analogie dans les articles 781 et 1037 du

(1) Page 380.

code de procédure civile pour définir la nuit. L'arrêt repoussa également le système qui abandonne au juge l'appréciation de la circonstance de nuit.

« Considérant, dit-il, qu'on ne peut mieux soutenir que la question est laissée au libre arbitrage du juge; qu'en effet, s'agissant d'un fait purement physique, qui est ou n'est pas, et qu'aucune volonté humaine ne peut modifier, la mission du juge ne peut consister qu'à l'affirmer s'il existe, et à le nier s'il n'existe pas. » Cela posé, la Cour de Lyon se livre au raisonnement suivant : il faut attribuer à ces mots : « pendant la nuit », le sens que lui donnent le langage usuel et la nature elle-même. Or, la nature a placé, entre le jour qui finit et la nuit qui va commencer, un intervalle de temps qui est le crépuscule. Mais il y a deux espèces de crépuscule : d'une part le crépuscule civil, ou conventionnel, qui finit au moment où s'arrêtent les travaux en plein air ; d'autre part le crépuscule vrai, ou astronomique qui est l'intervalle de temps pendant lequel le soleil, placé à moins de 18 degrés au-dessous de notre horizon, l'éclaire encore plus ou moins de ses rayons réfractés, crépuscule qui dure jusqu'à la nuit noire. De ces deux acceptions du crépuscule, c'est la dernière qui doit être préférée, d'abord parce qu'elle est la

plus favorable au prévenu, ensuite parce qu'elle répond à la réalité, les dernières lueurs du jour ne s'éteignant vraiment qu'à la fin du crépuscule vrai. Ainsi, au 2 décembre, le crépuscule vrai a une durée d'une heure trente-cinq minutes ; en ajoutant ce temps à l'heure du coucher du soleil, 4 heures 4 minutes, on trouve que c'est à 5 heures 39 minutes que se place, ce jour-là, la limite extrême de la nuit commençant. D'où il suit que celui qui a été trouvé chassant le 2 décembre, à 5 heures du soir, ne peut être puni comme ayant chassé la nuit (Voir, dans le même sens, un jugement du tribunal correctionnel de Narbonne, du 29 décembre 1905, dans DALLOZ, 1906, 2, 179).

Ce système est ingénieux et paraît avoir le mérite de la précision. Mais, si l'on y regarde de près, il doit être rejeté.

D'abord, il n'offre pas un véritable intérêt pratique. Car, le plus souvent, il est plus difficile aux agents verbalisateurs ou aux témoins d'indiquer avec exactitude l'instant précis où un fait de chasse a eu lieu que d'être en mesure d'affirmer qu'à ce moment il faisait jour ou nuit. Il est donc très difficile de savoir si le fait de chasse est ou non antérieur à la fin du crépuscule astronomique, c'est-à-dire au moment où le soleil est placé à moins de 18 degrés au-dessous de l'horizon.

En outre, s'il fallait limiter à la nuit noire l'interdiction de chasser la nuit, on ne tiendrait pas compte des raisons d'ordre public qui ont motivé cette interdiction. Les accidents peuvent se produire, en effet, avant que l'obscurité ne soit devenue complète. Sans doute la Cour de Lyon a raison de tenir compte du crépuscule, mais elle a tort de s'attacher au crépuscule astronomique, c'est-à-dire à l'instant mathématique où le soleil est à 18 degrés au-dessous de l'horizon. Cet instant, les témoins et les agents verbalisateurs sont, à moins d'avoir et de consulter des instruments appropriés et des connaissances particulières, dans l'impossibilité de le reconnaître. La théorie de la Cour de Lyon est donc aussi arbitraire que celle qui fixe la nuit à l'instant invariable du coucher du soleil. Nous reconnaissons volontiers avec l'arrêt en question que la nuit est un fait physique, mais ce n'est pas un fait dont les juges n'aient qu'à constater passivement l'absence ou l'existence, par un rapprochement d'heures et d'indications astronomiques. C'est un fait d'optique pour la recherche duquel les juges sont investis d'un pouvoir d'appréciation. Ils ont à se demander s'il faisait ou non assez jour, au moment où s'est produit le fait incriminé, pour que les accidents pussent être évités. Ainsi l'exige le but de la loi.

Aussi a-t-on vu prévaloir, en doctrine et en jurisprudence, un système s'inspirant très judicieusement du vœu du législateur et admettant que l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 a entendu par chasse nocturne la chasse pratiquée en temps d'obscurité, la question de savoir s'il faisait clair ou obscur au moment où se sont accomplis les actes incriminés, devant être résolue d'après les circonstances par les juges du fait.

De nombreux auteurs ont adhéré à cette manière de voir (1).

Il a ainsi été jugé, par appréciation des circonstances, qu'on ne doit pas considérer comme ayant eu lieu la nuit le fait de chasse accompli, soit le six octobre à 6 heures et demie du soir (Douai, 9 novembre 1847, affaire Houret, D., 47, 4, 70), soit le 10 septembre à 6 heures et

(1) BERRIAT SAINT-PRIX : *Législation de la chasse*, page 87. — CAMUSAT BUSSEROLLES : *Code de la police de la chasse*, annoté par Franck-Carré, page 129. — CHAMPIONNIÈRE : *Manuel du chasseur*, page 55. — CHARDON : *Le droit de chasse français*, p. 83. — CIVAL : *Loi sur la police de la chasse*, p. 44. — DUVERGIER : *Code de la chasse*, p. 43. — GIRAudeau, LELIÈVRE et SONDÉE : *La chasse*, n° 624. — JULLEMIEU : *Des procès de chasse*, t. I, p. 85. — LAVALLÉE et BERTRAND : *Vade mecum du chasseur*, p. 85. — MENCHE DE LOISNE : *Essai sur le droit de chasse*, n° 188. — PERRÈVE : *Traité des délits et des peines de chasse*, p. 301. — PETIT : *Traité complet du droit de chasse*, p. 34. — ROGRON : *La chasse expliquée*, p. 103. — CHENU : *Chasse et procès*, p. 57 et suiv. — COLIN et RIBADEAU-DUMAS : *Manuel de la chasse*, p. 62.

demie du soir, par exemple, relativement à la chasse à l'affût (Paris, 13 octobre 1864, affaire Ardillier, *Répertoire de législation et de jurisprudence forestières*, tome 2, n° 362); soit le 15 décembre, à 5 heures et quelques minutes du soir (Douai, 19 février 1866, affaire Pecqueux, même *Répertoire*, tome 8, n° 476); soit le 4 décembre à 5 heures du soir (Tribunal correctionnel d'Orange, 19 décembre 1873, *Journal du Ministère public*, 1874, page 12).

De même le tribunal correctionnel de Mortain, par un jugement du 13 mars 1875 (DALLOZ, 1878, 5, 88), a écarté le délit de chasse nocturne pour un fait de chasse accompli le 27 décembre vers 7 h. 1/2 ou 7 h. 3/4 du matin, parce que, à ce moment, et malgré le brouillard, les prévenus ont pu être reconnus à une certaine distance (100 mètres, dans l'espèce).

Des décisions plus récentes ont suivi la même voie.

Le tribunal correctionnel de Clermont, le 22 novembre 1894 (DALLOZ, 1906, 5. 17), décide que, en prohibant la chasse de nuit, le législateur a entendu interdire la chasse, non pas dès l'heure légale du coucher du soleil, mais seulement à partir du moment où l'œil humain ne peut plus discerner les objets. En conséquence,

ce tribunal a, par appréciation des circonstances, considéré comme n'ayant pas eu lieu la nuit des faits de chasse accomplis le 11 octobre, à 5 h. 48 m. du soir, lorsque les gendarmes ont pu voir, à 150 mètres de distance, le prévenu suivre un bois en attitude de chasse, accompagné d'un chien dont ils ont constaté la couleur et les taches, et ont aperçu à cette distance deux lapins sortir et rentrer dans le bois.

Dans le même sens, le tribunal correctionnel de Gien, le 30 novembre 1898 (DALLOZ, 1906, 5, 17), considère comme n'ayant pas eu lieu la nuit un fait de chasse accompli le 22 octobre, à 5 h. 20 m. du soir, alors que le garde verbalisateur a discerné à 100 mètres de distance, le prévenu sortant d'un bois un fusil à la main. La même solution est adoptée par la Cour de Riom, le 3 mai 1899 (DALLOZ, 1906, 5, 17) dans une espèce où, le 14 octobre, vers 6 heures du matin, l'agent verbalisateur avait vu, à une certaine distance, le prévenu dans la position d'un tireur à genoux.

Tout récemment, la Cour d'Angers, dans son arrêt du 28 février 1908 (*Gazette des Tribunaux*, 11 mars 1908), a encore affirmé la même jurisprudence.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par les

gendarmes, les frères Pavis avaient été aperçus à 80 mètres installant des huttes d'affût. Les prévenus furent renvoyés par les premiers juges des fins de la poursuite. Sur appel du Ministère public, la Cour d'Angers décida que la nuit est, en matière de chasse, une circonstance de fait ; qu'elle s'étend du moment où s'achève le crépuscule du soir à celui où commence le crépuscule du matin ; spécialement, lorsque les gendarmes ont pu apercevoir à 80 mètres « une hutte d'affût auprès de laquelle se trouvait un bateau monté par un chasseur, tandis qu'un deuxième chasseur se trouvait dans la hutte », le détail et la précision de ces constatations établissent sur la circonstance de nuit un doute qui doit profiter aux prévenus (1).

Des décisions précédentes, il convient de rapprocher un jugement du tribunal de l'Empire d'Allemagne du 5 février 1821 (DALLOZ, *Supplément au Répertoire V<sup>o</sup> Chasse*, n<sup>o</sup> 624, note 1) qui s'exprime ainsi :

« Attendu que, en effet, en matière de chasse, le législateur n'a pas eu en vue la durée du sommeil de la population, mais qu'au contraire

(1) Le même arrêt ajoute d'ailleurs que les actes préparatoires de la chasse, alors que celle-ci n'est pas commencée, ne tombent pas sous la loi pénale.

des dispositions de la loi, basée sur les risques plus étendus, pendant la nuit, des gardes commis à la répression des délits, et sur la difficulté plus grande de les découvrir, de les empêcher et de se rendre maître des coupables, dans les forêts surtout, il ressort que l'article 293 (chasse) entend par temps de nuit tout *l'intervalle de temps privé de clarté*.

« Attendu que, par suite, les limites extrêmes du temps de nuit ne sont pas les instants précis du lever et du coucher du soleil, mais, le soir, le moment où à l'expiration du crépuscule l'obscurité devient complète, et, le matin, le moment où apparaissent les premières lueurs de l'aurore. »

« Attendu qu'en conséquence *il appartient aux tribunaux d'apprécier si l'obscurité était suffisante pour être constitutive du temps de nuit*. »

On ne saurait poser ni résoudre en des termes plus vrais et plus clairs la question de la nuit dans la matière de la chasse.

## SECTION DEUXIÈME

### Pêche

En matière de pêche, il faut avoir soin de distinguer la pêche maritime et côtière d'une part, la pêche fluviale d'autre part.

La question de la pêche maritime et côtière, en temps de nuit, se présente dans les mêmes conditions que celles de la chasse nocturne. Le décret du 13 septembre 1905, qui remplace aujourd'hui celui du 2 juin 1888, régleme<sup>n</sup>te la pêche du sprat sur le littoral des arrondissements maritimes (1). Or l'article 2 a spécialement pour objet la pêche de ce poisson dans la baie de Douarnenez et il prohibe, dans son paragraphe 5, la pêche du sprat *la nuit* à toute époque de l'année et par quelque procédé que ce soit. Aucune détermination de la nuit n'est ici opérée par le texte.

Les nommés Le Rouge, Gonidec et Le Floch furent traduits devant le tribunal correctionnel de Quimper pour avoir, le 20 octobre 1905, dans la baie de Douarnenez, pêché le sprat la nuit. Le procès-verbal de l'inspecteur des pêches constatait que le fait avait été commis à 6 heures 10 minutes du matin.

Le tribunal, dans son jugement du 5 décembre 1905 (Dalloz 1906, 2. 104) renvoya les prévenus des fins de la poursuite. Le fait matériel de la pêche n'était pas contesté. Mais les juges

(1) Voir le décret du 13 septembre 1905 au *Journal officiel* du 21 septembre 1905 et le décret du 2 juin 1888 au *Journal officiel* du 5 juin 1888.

estimèrent, en fait, que l'acte de pêche accompli le 25 octobre, à 6 heures 10 minutes, bien que l'heure légale du lever du soleil fût ce jour-là de 6 h. 28 m., n'avait pas eu lieu la nuit, parce que la lumière était suffisante pour permettre à l'inspecteur des pêches de voir et relever les numéros des bateaux à une certaine distance.

Le tribunal déclare, avec raison, qu'il ne saurait être tenu aucun compte, pour la détermination de la nuit, des heures auxquelles les phares sont allumés et éteints ; la réglementation des phares a, en effet, un caractère purement administratif dont on ne peut tirer aucune conséquence légale.

Le jugement observe ensuite qu'il est difficile d'admettre que le décret ait voulu entendre, par le mot nuit, le temps rigoureusement compris entre les heures du coucher et du lever du soleil, déterminées astronomiquement. « Une précision de cette nature, dit le Tribunal, serait peut-être désirable en ce sens qu'elle pourrait fermer la voie, le cas échéant, à toutes contestations, mais on doit supposer que si le décret avait entendu imposer ce sens précis et restreint, il n'eût pas manqué de le stipuler d'une manière formelle et dans des termes absolus. »

Le jugement invoque d'ailleurs un argument

d'analogie tiré de l'article 47 du décret du 4 juillet 1853 relatif à la pêche de la sardine et du hareng. Ce texte interdit cette pêche la nuit, mais il précise aussitôt que cette expression doit s'entendre du temps compris entre l'heure qui *suit* le coucher du soleil et l'heure qui *précède* son lever.

A défaut de toute précision dans le texte relatif à la pêche du sprat, le Tribunal de Quimper interprète donc le mot nuit non dans son sens scientifique, mais dans son sens usuel et il donne cette définition excellente : « Cette expression (la nuit) doit s'entendre, par opposition au jour, du *temps quotidien pendant lequel la clarté est insuffisante pour permettre de distinguer la couleur et la forme des objets.* » Et il ajoute que la question de nuit devient dès lors une question de fait pour la solution de laquelle les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation eu égard à toutes les circonstances de chaque cause à eux soumises.

Nous avons tenu à rapporter la décision du Tribunal de Quimper parce qu'elle constitue une très exacte application de la théorie générale que nous avons adoptée. Nous avons surtout voulu souligner la notion de la nuit que ce jugement dégage d'une manière si heureuse en ces

matières. La formule qu'il donne mériterait d'être reproduite par toutes les décisions statuant sur la circonstance de nuit dans des espèces de pêche maritime et côtière ou de chasse.

Lorsqu'il s'agit de pêche fluviale, la question de la nuit se pose en des termes sensiblement différents. L'article 6 du décret de septembre 1897 (DALLOZ, 1898. 4. 148) reproduisant textuellement l'article 6 du décret du 10 août 1875, modifié par celui du 18 mai 1878, porte que « la pêche n'est permise que *depuis le lever jusqu'au coucher du soleil*. »

Tandis que la loi de 1844 s'est contentée de parler de jour et de nuit, sans s'expliquer davantage et qu'en matière de pêche maritime les expressions employées par les textes n'offrent pas plus de précision, le décret relatif à la pêche fluviale est beaucoup plus formel. Le mot nuit est ici nettement défini en ne tenant compte que du coucher et du lever du soleil. Le juge n'a donc pas à rechercher si le crépuscule, civil ou astronomique, doit être pris en considération (1).

Cependant le tribunal correctionnel de Château-Thierry, présidé par M. Magnaud, a, dans son

(1) Cf. en ce sens DALLOZ, 1900, 2, 42, la note sous le jugement du Tribunal correctionnel de Château-Thierry, du 11 novembre 1898. — LECOUFFÉ, *Code Manuel du Pêcheur*, p. 27.

jugement du 11 novembre 1898 (DALLOZ, 1900, 2. 42), jugé que l'individu poursuivi pour avoir pêché à la ligne après le coucher du soleil ne peut être puni lorsqu'au moment où il a été surpris le soleil était astronomiquement couché, mais que le crépuscule civil durait encore (1).

On peut défendre cette décision sur le terrain de l'équité et de la raison, mais elle est en contradiction avec le texte formel du décret de 1897. La théorie suivant laquelle la circonstance de nuit doit être appréciée *secundum subjectam materiam* ne peut recevoir d'application que lorsque les textes ne définissent pas la nuit.

(1) Le jugement ajoute d'ailleurs, qu'en matière de pêche fluviale, l'intention délictueuse doit être prise en considération au point de vue de la répression pénale. Le prévenu, dit-il, n'a pu se douter que le soleil était astronomiquement couché lorsque l'agent verbalisateur est intervenu; une erreur de 20 à 30 minutes, alors que le jour n'a pas complètement disparu « et que les montres et les horloges d'un même pays marchent dans le plus parfait désaccord » ne saurait suffire pour constituer l'intention délictueuse, base de tout délit. — Cette thèse est très contestable. On sait, en effet, que, suivant la jurisprudence, les délits de chasse et de pêche sont punissables malgré le défaut d'intention du délinquant (v. spécialement en matière de pêche fluviale. Crim. Cass. arrêt du 22 juin 1865, D. 65, 1, 498). Cf. DALLOZ, *Supplément au répertoire Vo Contravention*, nos 18 et 19 et DALLOZ : *Périodique* (1900, 2, 42 note) sur les délits contraventionnels.

## SECTION TROISIÈME

### Forêts

La disposition de l'article 201 du code forestier, qui place la nuit au nombre des circonstances aggravantes d'un délit forestier (1), est empruntée à l'article 5, titre XXXII de l'ordonnance de 1669, qui punissait d'une amende double « les délits qui se trouvaient avoir été commis depuis le coucher jusqu'au lever du soleil. » On décidait, sous l'empire de cette ordonnance, qu'un délit commis le 9 décembre, à 6 heures du soir, ou le 24 février, à 6 heures du matin, c'est-à-dire après le coucher ou avant le lever du soleil, devait être puni d'une amende double comme ayant été commis la nuit (voir Crim. Cass. 28 mai 1812. DALLOZ, *V<sup>o</sup> Forêt*, n<sup>o</sup> 361).

Mais l'article 201 du code forestier n'a pas, comme l'ordonnance de 1669, défini la nuit par l'espace compris entre le coucher et le lever du soleil. C'est néanmoins en ce sens que le mot nuit a été entendu par la jurisprudence (Nancy 1<sup>er</sup> mars 1833, Montpellier 3 mars 1834, arrêts

(1) Le délit d'outrépassé, c'est-à-dire l'exploitation faite par l'adjudicataire en dehors des limites de la coupe qui lui a été vendue.

cités par Meaume, dans son commentaire du code forestier, nos 146 et suivants (1) adde : Metz, 25 février 1836 (Dalloz : V<sup>o</sup> *Forêts*, n<sup>o</sup> 362). L'imprécision de l'article 201 eût autorisé une interprétation plus large.

De même l'article 35 du code forestier interdit le travail de nuit dans les coupes en raison de la difficulté de la surveillance. Or, le texte détermine le temps de nuit comme le faisait déjà l'ordonnance de 1669 : c'est l'espace compris entre le coucher du soleil et son lever, sans tenir compte du crépuscule ni de l'aurore. Tout pouvoir d'interprétation du juge pour déterminer le sens variable du mot nuit cesse donc ici, comme en matière de pêche fluviale, devant la définition précise de la loi.

En somme, et pour donner à ce chapitre la conclusion qu'il comporte, nous saisissons une tendance très nette de la part des Cours d'appel à définir le mot nuit, dans les matières de la chasse et de la pêche, d'une façon conforme au but des textes, c'est-à-dire comme synonyme d'obscurité. Nous allons noter chez les juridictions de simple police la même tendance en matière de contravention aux règlements d'éclairage.

(1) Ouvrage paru de 1844 à 1846, 3 volumes.



## CHAPITRE CINQUIÈME

### ÉCLAIRAGE

---

Le but manifeste des règlements d'éclairage est d'éviter les collisions et les accidents de toutes sortes qui sont susceptibles de se produire lorsque la nuit est venue. Le mot nuit, en cette matière comme dans celle de la chasse, signifie donc obscurité.

L'article 15 du décret du 10 août 1852, relatif à l'éclairage des voitures circulant la nuit sur les routes, est ainsi conçu : « Aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi ne pourra circuler *pendant la nuit* sans être pourvue d'un falot ou d'une lanterne allumée. » Ce texte a donné lieu, dans la pratique, à de nombreuses difficultés.

Une première question se posait. Le pouvoir réglementaire pouvait-il, dans le silence de la loi, indiquer la durée du temps de nuit ? Un préfet avait cru devoir résoudre affirmativement cette question.

Le préfet de la Loire-Inférieure, en effet, par un arrêté en date du 21 décembre 1858, avait fixé un temps de nuit d'hiver et un temps de nuit d'été par analogie avec ce qui a été fait par le législateur dans l'article 1037 du code de procédure civile. Du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, la durée de la nuit était fixée de 6 heures du matin à 7 heures du soir, par cet arrêté. Mais cette fixation réglementaire fut déclarée illégale par la Cour de Cassation (arrêt du 7 juin 1860, Dalloz, 1860. 1. 373).

Les motifs donnés par la Cour suprême sont excellents. Si le décret de 1852 (article 15) n'a point défini ni limité la durée du temps de nuit pendant laquelle existe l'obligation d'éclairage, c'est qu'il a entendu laisser à l'appréciation du juge du fait, d'après les circonstances particulières de chaque cause, la détermination de cet élément essentiel de la contravention. Il est vrai que le décret du 24 février 1858 avait autorisé les préfets à appliquer à certaines voitures les dispositions du décret du 10 août 1852, mais ce droit ne pouvait être exercé par eux qu'en conformité avec les prescriptions générales des lois de la matière. Or, c'est volontairement, dans le but de laisser aux juges du fait le soin d'apprécier si la circonstance de nuit existait ou non, que

le législateur n'a pas limité la durée du temps de nuit.

A défaut de fixation légale ou réglementaire du temps de nuit, les tribunaux de simple police ont cru, souvent, que cette fixation devait néanmoins résulter de la loi, et ils ont transporté en cette matière tantôt l'article 1037 du code de procédure civile, indiquant les heures de nuit pendant lesquelles il ne pourrait être procédé aux significations et aux actes d'exécution, tantôt les dispositions analogues des règlements de la gendarmerie (1) faisant connaître les heures de la nuit durant lesquelles la gendarmerie ne peut s'introduire dans le domicile des citoyens pour l'accomplissement de sa mission.

Nous avons montré, dans notre premier chapitre, l'inapplicabilité de ces textes en matière pénale.

D'autres jugements, mieux inspirés, ont pris en considération le but certain des règlements d'éclairage et ils ont décidé que la recherche de la circonstance de nuit se ramène en pareille matière à la question de savoir si l'obscurité régnait ou ne régnait pas. A vrai dire, ils ont commencé par rattacher la question de la nuit aux textes du code de procédure civile, mais

(1) Article 291 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1864.

cette manière de voir, condamnée par la Cour de Cassation elle-même, fut de courte durée.

En 1848, une voiture suspendue, appartenant à un sieur Haraux, conduite par son domestique Champaudry, avait été trouvée circulant, le 15 janvier, à 5 heures trois quarts du soir, sans être éclairée, dans la rue Saint-Honoré. Un procès-verbal fut dressé. Le tribunal de simple police de Paris, par un jugement en date du 19 février, reconnut comme constants les faits relatés au procès-verbal. Néanmoins, il ne fit pas application de la peine portée par l'article 471, n° 15, par ce motif qu'aux termes de l'article 1037, du code de procédure civile, la nuit devait s'entendre, du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, seulement de l'intervalle qui s'écoulait de 6 heures du soir à 6 heures du matin. La Cour suprême rejeta cette manière de voir (1). « Attendu, dit-elle, que ledit article 1037 du code de procédure civile, ne dispose que relativement aux exploits de signification et aux actes d'exécution ; que son application ne peut donc être étendue hors de cette spécialité, et ne peut, dès lors, comprendre des prescriptions de police contenues dans des règlements dont l'inobser-

(1) Arrêt du 2 juin 1848. DALLOZ 1848. 1. 104.

vation constitue une infraction de la compétence de la justice répressive. » La Cour de Cassation, s'attachant à donner la définition de la nuit, décide que les règlements de police, en prescrivant l'éclairage des voitures en circulation pendant la nuit « a nécessairement entendu, d'après la signification propre de ce mot, comme d'après les principes constants de la jurisprudence criminelle, soumettre à cette obligation de l'éclairage la circulation des voitures depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever. » En conséquence, le jugement du tribunal de simple police est cassé comme ayant méconnu l'autorité des règlements de police, fausement appliqué l'article 1037 du code de procédure civile, et violé le n° 15 de l'article 471 du code pénal.

La question de la nuit se posa dans des termes semblables, en 1857. Il était constaté par les procès-verbaux que les défendeurs avaient été rencontrés le 15 septembre, vers 8 heures ou 8 heures et demie du soir, conduisant chacun sur la route départementale une voiture de roulage non éclairée.

Le tribunal de simple police du canton de Beaumont-le-Roger avait écarté les contraventions en se fondant sur l'article 1037 du code de procédure civile, et en outre sur le décret du

4 août 1806, pour en conclure que, jusqu'au 30 septembre, la nuit ne pouvait être réputée commencée qu'après 9 heures du soir. La Cour de Cassation, par un arrêt du 7 février 1857 (Dalloz 1857. 1. 135) cassa ces jugements.

Désormais les tribunaux de simple police ne se référèrent plus à la procédure civile et ils estimèrent qu'ils n'avaient simplement qu'à se demander s'il y avait ou non assez de clarté pour permettre aux voituriers de distinguer la forme et la couleur des objets et d'éviter ainsi les accidents. Cette fois, les juges étaient dans la bonne foi, mais ils n'ont cessé de se heurter à la définition absolue de la Cour suprême. L'espèce dans laquelle celle-ci statua par son arrêt du 4 février 1860 (Dalloz 1860. 5. 429) était particulièrement intéressante. Des procès-verbaux dressés, il résultait que cinq individus avaient été rencontrés pendant la nuit, le 11 décembre, sur la route de Paris à Brest, conduisant des voitures non munies de lanternes allumées. Le tribunal de police de Montfort rendit cinq jugements d'acquiescement par ce motif unique que la lune qui, le 11 décembre, éclairait la route parcourue par les contrevenants, les dispensait de l'obligation d'allumer leurs lanternes. Ainsi, les jugements ne se basaient plus sur des textes

relatifs à la procédure civile et étrangers à la matière, mais bien sur ce fait précis qu'il y avait clair de lune, d'où il résultait que, matériellement, il ne faisait pas nuit. Mais la Cour de Cassation pensa que cette circonstance n'empêchait pas qu'il fût nuit légalement. Les cinq jugements du Tribunal de Montfort, malgré le bon sens dont ils avaient paru faire preuve, furent donc cassés pour excès de pouvoirs.

Les tribunaux ne se découragèrent pas.

Un jugement du Tribunal de simple police d'Oloron, du 28 juillet 1860, acquitta un marchand de fromages qui avait fait circuler sa voiture, non pourvue d'une lanterne allumée, sur une route impériale, le 19 juillet, à 3 heures 50 minutes du matin, une demi-heure avant le lever du soleil. Le Tribunal avait décidé qu'il n'y avait pas contravention par ce motif que le jour était bien apparent dans la contrée à ce moment. La Cour suprême cassa cette décision, par arrêt du 29 novembre 1860 (DALLOZ, 1862, 1. 99), par son motif ordinaire que « les mots pendant la nuit, lorsqu'il sont employés par le législateur sans autre énonciation qui en détermine ou en restreigne la portée, comprennent de droit tout l'intervalle de temps, incessamment variable quant à sa durée, mais renfermé

dans des limites précises et certaines, qui s'écoule du coucher au lever du soleil. »

Le 20 mars 1863 un jugement fut encore cassé pour avoir rejeté une prévention en se fondant sur ce que, au moment du fait incriminé, il ne faisait pas encore nuit, bien que le soleil fût couché (1).

Un jugement de la Rochelle eut le même sort en 1909. Un arrêté du préfet de la Charente-Inférieure avait prescrit que tout vélocipède devait être pourvu d'une lanterne « dès la chute du jour ». On sait que, d'après la jurisprudence dominante, la bicyclette n'est pas assimilée à une voiture, qu'elle échappe par suite aux règlements sur la police du roulage et, qu'en principe, elle n'est pas tenue d'être munie la nuit d'une lanterne allumée (2). Mais il est incontestable que des arrêtés, pris par les préfets dans leurs départements, en conformité d'une circulaire des ministres de l'Intérieur et des Travaux publics, en date du 22 mars 1896, peuvent soumettre la circulation des bicyclettes à cette obligation. Ceci posé, le sieur Barbolin montait, à la Rochelle,

(1) Cf. Arrêt de cassation du 20 mars 1863, Dalloz 1863, 5. 426.

(2) Paris, 7 mai 1900, Sirey 1900, 2. 176.

une bicyclette non éclairée, le 30 mai 1908, à 8 h. 40 du soir. Le jugement relaxa les prévenus par ce motif que « le jour visible à la Rochelle en temps normal ne tombe qu'une heure après le coucher du soleil ; que, d'ailleurs l'état du ciel était beau ; qu'enfin, il résultait, en fait, des documents versés aux débats, qu'il faisait encore jour, et non pas nuit, le 30 mai, à 8 heures 40 du soir. » Cette décision, marquée au coin du bon sens le plus évident, ne trouva pas grâce devant la Cour suprême. Nous avons déjà cité, lorsque nous avons analysé la jurisprudence de cette dernière, l'arrêt de cassation du 20 février 1909 (Sirey 1909, 1. 472).

La question de la nuit se pose également en matière d'éclairage des gares et chemins de fer. L'article 6 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 imposait aux compagnies l'obligation d'éclairer les stations et leurs abords aussitôt après le coucher du soleil jusqu'au passage du dernier train. Ce texte a été remplacé par le suivant, en vertu du décret du 1<sup>er</sup> mars 1901 :

« Les gares et leurs abords devront être éclairés, *la nuit*, pendant la durée du service. Le ministre des Travaux publics fixera, la Compagnie entendue, les conditions dans lesquelles les passages à

niveau et les tunnels, s'il y a lieu, devront être éclairés (1). »

La question de savoir ce qu'il faut entendre par nuit, en matière de chemins de fer, n'a pas été, à notre connaissance, posée en jurisprudence. Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 7 juin 1900 (DALLOZ, 1901, 2. 479) a statué dans une espèce où un accident s'était produit sous le hall d'une gare alors que, par suite de l'extinction des globes électriques, l'obscurité était complète. Il n'y avait donc aucun doute possible sur la contravention de la Compagnie (2). Mais, à supposer que la définition de la nuit fût engagée dans une espèce concernant les chemins de fer, que faudrait-il décider? Ici encore, le but des textes est d'éviter les accidents. La nuit sera donc synonyme d'obscurité. Mais il y aurait lieu, croyons-nous, étant donné l'imminence et la gravité toutes particulières des accidents sur les voies ferrées et dans les gares, de se montrer plus exigeant qu'ailleurs. En tout cas, il s'agira toujours de savoir si l'éclai-

(1) Cf. DALLOZ *Répertoire, Supplément Vo Voirie par Chemin de fer*, nos 279, 536. — DALLOZ : *Périodique*, 1901, 4<sup>me</sup> partie, p. 24.

(2) L'arrêt est intéressant en ce qu'il pose cette règle que l'éclairage est exigé dans un intérêt public, aussi bien au profit de toutes les personnes admises à circuler dans les gares, qu'au profit des employés et des voyageurs.

rage était nécessaire pour que les mécaniciens et tous les agents chargés du service de la voie pussent distinguer les formes et les couleurs et remplir convenablement leur fonction en vue de prévenir les accidents.

Avant de terminer ce chapitre, nous croyons devoir remarquer que nulle part, peut-être, ailleurs que dans la matière de l'éclairage, n'apparaît davantage la nécessité d'une conception relative de la nuit. Rien n'est plus sage que les décisions des tribunaux de simple police à ce sujet.

Fixer la chute du jour, comme le fait la Cour de Cassation, au moment où le soleil disparaît à l'horizon, et imposer, à partir de cet instant mathématique, l'allumage des lanternes, c'est faire violence aux motifs qui justifient la prescription. Car c'est exiger l'éclairage quand son utilité ne se manifeste pas encore. C'est ne pas tenir compte de la période crépusculaire, plus ou moins longue suivant les saisons, qui précède l'arrivée de la nuit, et pendant la durée de laquelle les véhicules peuvent être conduits avec sûreté et sans péril pour les passants. C'est, en outre, élargir, contrairement au principe de l'interprétation stricte, l'obligation édictée, et, par suite, étendre le domaine de l'infraction en dehors des limites voulues par les textes. Substituer le coucher astro-

nomique du soleil à la chute du jour, c'est aussi établir une obligation d'une exécution presque impossible, puisqu'elle nécessite, pour être remplie, l'emploi d'un almanach et d'un chronomètre. Sans ces instruments, nul ne pourra, quelle que soit sa bonne foi, connaître le moment précis du coucher du soleil.

---

## CHAPITRE SIXIÈME

### TAPAGE NOCTURNE

---

Jusqu'ici, l'application de notre criterium d'interprétation, c'est-à-dire la recherche du but des textes, nous a conduit à définir la nuit par l'obscurité. Dans la matière dont nous nous occupons maintenant, c'est une tout autre définition qu'il convient d'accepter.

L'article 479, paragraphe 8, punit les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants. Cette contravention comprend quatre éléments constitutifs : 1° il faut qu'un bruit ou un tapage se soit produit ; 2° que ce bruit ou ce tapage provienne d'un fait volontaire et personnel ; 3° qu'il soit injurieux ou *nocturne* ; 4° qu'il ait troublé la tranquillité des habitants (voir notamment Cassation 8 janvier 1904. Dalloz 1904, 1. 104).

Nous n'avons à rechercher ici qu'une seule chose : en quoi consiste le caractère *nocturne* des bruits ou tapages ?

Interrogeons la pensée du législateur. N'est-il

pas manifeste que son but a été ici de protéger la tranquillité et le repos des citoyens ? On ne peut donner à l'article 479, en ce qui concerne le tapage nocturne, aucune autre base raisonnable.

Or, le temps durant lequel les citoyens se livrent au repos est loin d'être partout le même ; il varie au contraire avec les localités. Il n'est pas le même à Paris et dans les grandes villes, d'une part, à la campagne et dans les petites villes, d'autre part. Punir comme tapage nocturne des bruits émis sur les grands boulevards de Paris, à 10 heures du soir, serait vraiment dépasser le but de la loi et, par conséquent, appliquer une peine sans infraction et sans texte. Qualifier de tapage nocturne, et punir comme tel, les mêmes bruits émis dans une commune rurale, à la même heure, mais à un moment où les habitants sont couchés, c'est au contraire répondre parfaitement au vœu du législateur.

Il est inutile d'insister sur des propositions aussi évidentes. Il ne faut donc, en la présente matière, définir la nuit ni par le coucher astronomique du soleil, ni par l'obscurité qui ne concorde pas avec le repos des citoyens, mais par la formule suivante : *la cessation de l'activité diurne*.

C'est ce que les tribunaux de simple police ont,

au fond, compris. Mais, là encore, la Cour de Cassation leur a opposé une constante résistance.

Nous avons analysé les arrêts dans lesquels celle-ci a cassé des jugements qui s'étaient basés, pour renvoyer des prévenus, soit sur le motif que le tapage s'était produit avant l'heure réglementaire de la fermeture des établissements publics, soit sur le motif plus ou moins implicite que l'activité n'avait pas cessé dans la localité (1). Ces deux motifs se confondent en somme, car la fermeture des établissements publics apparaît bien comme un indice de la cessation de l'activité. Or cette dernière, nous le répétons, est la seule circonstance qui a pu être raisonnablement visée par le législateur sous le terme de nuit. En réalité, le phénomène de l'obscurité n'a rien à voir ici, non plus que le phénomène astronomique du coucher du soleil. La notion de « tapage » est logiquement en rapport avec celle de silence, c'est-à-dire avec celle de cessation de l'activité. Et nous croyons que ce n'est faire en cette matière aucun abus d'interprétation. Car c'est beaucoup moins le sens grammatical du mot nuit que son sens légal qu'il importe ici de dégager.

(1) Arrêts des 1<sup>er</sup> août 1829 et 26 juillet 1849 (DALLOZ 1829. 1. 318 et 1849, 5. 375); 29 août 1857, Dalloz 1857. 1. 408; 30 janvier 1874, Dalloz 1874. 1. 180.



## CHAPITRE SEPTIÈME

### VOL NOCTURNE

---

Un certain nombre de textes font état de la nuit en matière de vol.

L'article 381 punit des travaux forcés à perpétuité les individus coupables de vol commis avec la réunion des cinq circonstances qu'il indique et parmi lesquelles se trouve la nuit.

L'article 383 punit de la même peine les vols commis sur les chemins publics lorsqu'ils auront été commis avec deux des circonstances prévues par l'article 381 ; l'une de ces deux circonstances peut donc être la nuit.

L'article 385 punit de la peine des travaux forcés à temps l'individu coupable de vol avec deux des trois circonstances qu'il énumère et au nombre desquelles figure encore la nuit.

Enfin l'article 386 punit de la peine de la réclusion le vol commis la nuit.

Tous les textes qui précèdent font de la nuit une circonstance aggravante du vol. Il importe

souverainement de savoir quel est le sens du mot nuit dans ces dispositions. Car c'est de la détermination de ce sens que dépendra le caractère délictuel ou criminel du vol et, par suite, l'application de peines correctionnelles ou criminelles.

Au vol nous pouvons assimiler certains délits contre la propriété prévus dans les articles 444 à 449 et aggravés par l'article 450 *in fine* lorsqu'ils ont été commis la nuit.

## SECTION PREMIÈRE

### Articles 381 à 386

Si nous faisons abstraction du système de la Cour de Cassation, sur lequel nous nous sommes déjà expliqué dans notre chapitre deuxième, nous sommes en présence de deux théories adverses dans le domaine des articles 381 à 386 (1).

Une première opinion identifie la nuit et l'obscurité : « Si la loi criminelle, dit Blanche, punit

(1) Nous avons remarqué, au commencement de notre chapitre deuxième, que ces théories, soutenues à propos du vol, ont été présentées par leurs auteurs en des termes tels qu'ils ont semblé leur donner une portée générale et les appliquer à toutes les matières pénales. En réalité, ils ne visent que le vol et c'est pourquoi nous examinons ici ces systèmes.

plus sévèrement les vols commis la nuit, c'est parce que, à raison du temps pendant lequel ils ont lieu, ils sont tout à la fois plus facilités et plus dangereux. Mais cette facilité, ce danger, ne se rencontrent pas, lorsque les faits s'accomplissent dans les instants qui suivent le coucher du soleil ou dans ceux qui précèdent son lever. A mon sens, lorsqu'il s'agit de matières criminelles, il est jour dès qu'il est jour et il n'est nuit que tant qu'il est nuit; en d'autres termes, la nuit c'est l'espace de temps qui suit le crépuscule du soir jusqu'au crépuscule du matin (1). »

« C'est dans l'ombre de la nuit, disent aussi Chauveau et Faustin-Hélie, que l'agent puise une audace plus grande et que le péril de son action redouble; si l'on substitue une nuit fictive à la nuit réelle, l'aggravation n'a plus de cause, la peine plus de fondement (2). »

De même, le Répertoire de Dalloz (V<sup>o</sup> Vol, n<sup>o</sup> 470) déclare que cette interprétation est la seule qui soit en harmonie avec l'esprit de la loi. « Quels sont, en effet, dit-il, les motifs qui ont déterminé le légistateur à faire de la nuit une circonstance aggravante? C'est principalement *que dans l'obscurité de la nuit*, d'une part, les

(1) BLANCHE, *loc. cit.*, t. 5, n<sup>o</sup> 509.

(2) CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE, *loc. cit.*, t. 5, n<sup>o</sup> 2018.

voleurs ont plus de facilité pour commettre leur crime et rester inconnus, et, d'autre part, les citoyens ont moins de moyens de se préserver et de se défendre. Or cette raison n'existe qu'autant que le vol a été commis, soit avant que le jour ait commencé à paraître, soit après qu'il a entièrement cessé, c'est-à-dire avant le crépuscule du matin ou après le crépuscule du soir. En dehors de cet intervalle, pendant lequel la lumière a fait place aux ténèbres, le danger n'est plus le même, et, par conséquent, les motifs de l'aggravation n'existent plus.»

Ce système fut consacré par un arrêt de la Cour de Nîmes, du 7 mars 1829 (DALLOZ, *Répertoire* V<sup>o</sup> Vol, n<sup>o</sup> 469). Il mérite, à cause du luxe de ses motifs, d'être cité.

Une ordonnance de prise de corps fut décernée, le 21 février 1829, par le tribunal de Marvejols (Lozère) contre Marie Nègre, prévenue d'avoir commis un vol, après le coucher et avant le lever du soleil, dans une dépendance d'une maison habitée.

La procédure fut transmise au procureur général près la Cour royale de Nîmes qui conclut à la mise en accusation de Marie Nègre, pour le crime dont elle était prévenue, tel qu'il était qualifié par l'ordonnance de prise de corps dont il demanda la confirmation.

Dans ces circonstances, la Cour statua en ces termes :

« La Cour : Considérant, en fait, qu'il résulte des pièces de la procédure des indices suffisants que Marie Nègre s'était rendue coupable d'avoir, pendant la nuit, commis la soustraction frauduleuse qui lui était imputée, crime prévu par l'article 386, n° 1, du code pénal, et qui était de la compétence des Cours d'Assises » :

« En droit, et en ce qui touche la qualification donnée par le tribunal de Marvejols à la soustraction frauduleuse dans l'ordonnance de prise de corps par lui rendue le 21 février 1829, et qui énonce que cette soustraction aurait eu lieu après le coucher et avant le lever du soleil ; — considérant que, quoi qu'un vol qui a été commis de nuit ait été nécessairement commis après le coucher et avant le lever du soleil, il n'est pas, pour cela, vrai de dire que tout vol, commis après le coucher et avant le lever du soleil, ait été nécessairement commis de nuit ; — En effet, entre le coucher du soleil et la nuit, il existe le crépuscule du soir, comme entre le point du jour et le lever du soleil il existe le crépuscule du matin, qui durent l'un et l'autre pendant que le soleil parcourt 18 degrés, nous éclairant, pendant chacun de ces intervalles de temps, non plus de

ses rayons directs parce que le soleil n'est plus ou n'est pas encore sur notre horizon, mais toujours de ses rayons réfractés dans l'atmosphère, et réfléchis sur nous, en sorte que le matin il n'est plus nuit, il est déjà jour que le soleil n'est pas encore levé ; et le soir, il n'est pas encore nuit, il fait encore jour, et pourtant le soleil est couché. — Il faudrait effacer du dictionnaire de la langue française les mots de crépuscule, d'aube, d'aurore, de point du jour, ou il doit rester certain que l'intervalle qui sépare le coucher et le lever du soleil n'est pas tout rempli par la nuit, on compte encore dans cet intervalle et le crépuscule du soir et le crépuscule du matin. Un vol commis durant l'un ou l'autre de ces crépuscules n'est donc pas commis la nuit, quoi qu'il soit commis après le coucher et avant le lever du soleil ».

« Considérant que nos législateurs l'entendent si fort dans ce sens, qu'en matière criminelle ils se sont toujours servis de cette expression, *la nuit*, pour désigner l'absence du jour : la nuit proprement dite est, suivant la définition donnée par le *Dictionnaire Encyclopédique*. V<sup>o</sup> nuit, cette obscurité qui commence quand le crépuscule du soir finit ; ajoutons ici, qui finit quand le crépuscule du matin commence ; car c'est ainsi que

le *Dictionnaire de l'Académie* définit le crépuscule du matin, le temps qui est depuis la fin de la nuit jusqu'au lever du soleil, V<sup>e</sup> crépuscule » ;

« Considérant les raisons qu'a eues le législateur de qualifier crime le vol commis la nuit, tandis qu'il resterait délit sans cette circonstance, ne laissent pas de doute sur le sens dans lequel le mot nuit doit être pris, et sur le sens dans lequel le législateur l'a employé. Le voleur nocturne a plus de facilité à voler ; l'obscurité de la nuit, le silence de la nuit, le favorisent de concert avec le repos auquel se livrent, pendant ce temps, les autres citoyens, avec les dangers que courent, pour leur vie, les propriétaires des choses volées, s'ils surprennent le voleur en flagrant délit et qu'ils veuillent l'arrêter ou seulement le reconnaître ou l'empêcher de consommer son vol. Ces dangers firent porter la loi des Douze Tables : *nocturnum furem occidere fas esto*, parce que, surpris en flagrant délit, le voleur nocturne pouvait vous tuer, si vous ne le tuez pas ; il pouvait avoir des armes que l'obscurité de la nuit ne nous aurait pas permis d'apercevoir. Mais un vol commis pendant l'un et l'autre crépuscule n'est pas commis en l'absence du jour, il n'est pas commis à la faveur des ténèbres de la nuit ; l'auteur de ce vol n'est pas un voleur noc-

turne ; ce ne serait pas lui que la loi aurait permis de tuer en flagrant délit ; ce n'est pas lui non plus que notre code pénal actuel a en vue lorsqu'aux articles 381, 382, 385 et 386, il décerne une peine criminelle contre l'auteur des vols commis la nuit » ;

« Considérant, enfin, que ce qui achève de démontrer qu'en matière criminelle il ne suffit pas de qualifier la soustraction frauduleuse comme commise après le coucher et avant le lever du soleil, pour la rendre répressible par les articles ci-dessus du code pénal, c'est que, dans ces articles, la loi a textuellement qualifié cette action de criminelle, pour avoir été commise la nuit ; tandis que, dans l'article 471, paragraphe 10, ce même code pénal, lorsqu'il ne s'agit que d'une simple contravention, d'une peine de police portée contre ceux qui, sans autre circonstance, ont glané, ou râtelé ou grappillé, dans les champs non entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, n'exige pas que cette action ait été commise la nuit, mais ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil ; le législateur met donc une différence entre l'espace de la nuit et l'espace qui s'écoule entre le coucher et le lever du soleil ; pour tomber dans la criminalité, il faut que le vol ait

été commis dans la nuit proprement dite, qui commence quand finit le crépuscule du soir, et qui finit quand le crépuscule du matin commence : pour que le gaspillage, le glanage, le râtelage dans les champs deviennent contravention de police, il suffit qu'il ait été commis avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil ; on ne peut appliquer aux crimes des dispositions qui ne concernent que les contraventions de police, matière bien moins importante ; on ne pourrait pas dire non plus que, le législateur, disposant en matière civile, article 781 du code de procédure civile, défend d'arrêter le débiteur après le coucher et avant le lever du soleil, il a voulu, par ces expressions, dire la même chose que la nuit, comprenant un espace plus court que celui qui est entre le coucher et le lever du soleil ; on voit, au contraire, que c'est la faveur de la liberté qui a fait donner au débiteur un espace plus long que la nuit proprement dite, pendant lequel il ne pourrait être arrêté ; que dès lors le délit ayant été mal qualifié par l'ordonnance de prise de corps susmentionnée, il y a lieu de l'annuler et d'en décerner une nouvelle » ;

« Vu les articles 231, 232, 233 et 234 du code d'instruction criminelle, par ces motifs, annule la

susdite ordonnance ; déclare, néanmoins, qu'il y a lieu à accusation contre Marie Nègre, à raison du crime qui lui est imputé tel qu'il est qualifié par la Cour ; la renvoie, en conséquence, à la Cour d'assises du département de la Lozère, séant à Mende. »

Suivant une seconde opinion, la nuit commencerait réellement, dans chaque localité, à l'heure où l'activité diurne a cessé, lorsque les habitants ont coutume de rentrer dans leurs habitations pour se reposer. « Le législateur, disait Carnot, n'ayant pas déterminé, dans le code pénal, ce qui devait être considéré comme nuit, la conséquence naturelle à en tirer c'est que, dans son opinion, la nuit ne commence réellement, dans chaque localité, qu'à l'heure où les habitants du lieu sont dans l'usage de rentrer dans leur habitation pour s'y livrer au repos (1). »

Ce système a trouvé un défenseur éminent, en M. Garçon, du moins au point de vue législatif. « Évidemment, dit-il, c'est à ce moment que le vol devient plus dangereux et au point de vue de la *lex ferenda*, ce système mériterait d'être pris en sérieuse considération (2). » Mais il ne paraît pas l'accepter sur le terrain de l'interprétation.

Nous voici par conséquent, dans la sphère des

(1) CARNOT : *Commentaire du code pénal*, tome II, page 265.

(2) GARÇON, *loc. cit.*, 42, n° 34.

articles 381 à 386, placés devant trois systèmes : celui de la Cour de Cassation, celui qui définit la nuit par l'obscurité, celui qui la définit par la cessation de l'activité.

Nous avons réfuté dans notre second chapitre, le système absolu de la Cour de Cassation. Nous n'y reviendrons pas ici. Les considérations générales que nous avons fait valoir alors s'appliquent à la matière présente comme aux autres. Mais il y a, dans le domaine du vol, des raisons particulières d'écarter la théorie de la Cour suprême.

La circonstance de nuit, dans les articles 381 à 386, transforme en effet le vol simple, qui est un délit, en crime. Nulle part, ailleurs, l'importance de la question n'apparaît donc aussi grave par ses conséquences pratiques et sociales.

Or, n'est-il pas manifeste que le système de la Cour de Cassation aboutit à des résultats qui répugnent au bon sens et aux sentiments de l'équité la plus élémentaire ? Il conduit à cette conséquence que, dans la rigueur du droit, un vol commis à Paris, l'hiver, à 5 heures du soir, dans un grand magasin, est un crime, car il est accompagné des deux circonstances de nuit et de maison habitée. Un tel corollaire suffit à condamner le principe même de la théorie que nous

critiquons. On ne fera admettre à aucune personne sensée que le fait de voler un coupon de tissu dans un magasin, tel que le Louvre, devienne un crime, par cela seul qu'il a été commis après le coucher astronomique du soleil.

En outre, il y a, en matière de vol, une raison toute spéciale d'écarter la conception de la Cour de Cassation. Cette raison apparaît si l'on rapproche l'article 471 des articles 481 à 386. Le paragraphe 10 de l'article 371 place au nombre des contraventions qu'il prévoit, le fait d'avoir glané, râtelé ou grappillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes « ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil. » Pourquoi le législateur n'a-t-il pas placé cette dernière phrase dans les articles 381 et suivants ? C'est qu'il distingue la nuit proprement dite de l'intervalle qui sépare le coucher et le lever du soleil ; c'est que, dans les articles 381 à 386, il voulait parler d'autre chose que de cet intervalle ; c'est qu'il avait en vue la nuit réelle, la nuit qui aggrave le péril et par suite l'immoralité du vol (1).

Il y a donc lieu d'éliminer la théorie de la Cour suprême qui s'éloigne totalement de l'esprit de la loi.

(1) CHAUVÉAU et NÉLIE, t. v, n° 2019.

Nous restons donc en présence de deux autres systèmes dont l'un regarde le mot nuit comme un synonyme d'obscurité et l'autre comme un synonyme de cessation de l'activité.

Or nous croyons que la vérité réside dans une théorie intermédiaire et qu'il faut, en matière de vol, tenir compte à la fois des deux circonstances d'obscurité et de cessation de l'activité.

Considérons, en effet, conformément à notre méthode d'interprétation, le but de la loi.

En matière de chasse et de règlements d'éclairage, nous le savons, la nuit doit être entendue dans le sens d'obscurité, parce que c'est seulement dans l'obscurité que les accidents, que les textes cherchent à prévenir, peuvent se produire. En matière de tapage nocturne, il n'y a pas à s'occuper de l'obscurité, mais seulement de la cessation de l'activité diurne, car la loi a voulu protéger le repos des citoyens, et, le temps, pendant lequel ceux-ci se reposent, varie avec les localités et n'a pas pour commune mesure la durée de l'obscurité.

Lorsqu'il s'agit du vol, quels motifs ont décidé le législateur à punir d'une peine plus grave les vols commis pendant la nuit ? Ce sont les facilités plus grandes que le voleur trouve à accomplir son action durant la nuit. Or, ces facilités

lui viennent non seulement de l'obscurité, mais aussi du silence et du repos des honnêtes gens, c'est-à-dire, en un mot, de la cessation de l'activité du jour.

Le juge devra donc se placer en même temps à ces deux points de vue pour rechercher si la circonstance de nuit, dans le sens des articles 381 à 386, se trouve réalisée. Tantôt il estimera que le seul fait de l'obscurité a pu accroître le danger et la gravité sociale du vol, tantôt il estimera que le fait doit être accompagné, pour constituer pleinement la circonstance de nuit, de la cessation de l'activité diurne.

Ainsi, il nous semble qu'on ne devra point tenir pour aggravé, par la circonstance de nuit, le vol commis dans un grand magasin de Paris, en hiver, à 5 heures du soir ; car, d'une part, l'obscurité est loin de régner dans ce grand magasin, et, d'autre part, l'activité du jour y bat son plein.

Il en sera de même d'un vol commis à Paris sur les grands boulevards.

Le juge pourra même considérer, d'après notre interprétation, qu'un vol est nocturne alors qu'il a été accompli avant l'arrivée de l'obscurité, mais dans des conditions telles que les habitants du lieu où il a été perpétré se livraient

alors au repos, ce qui peut arriver parfois dans une localité rurale.

Qu'on ne nous objecte pas encore une fois qu'il est abusif d'interpréter le mot nuit dans le sens de cessation de l'activité du jour, et que c'est faire violence à la signification grammaticale et usuelle. Nous répondrions que nous ne voyons pas pourquoi ce sens ne serait pas aussi usuel qu'un autre, et nous dirions, surtout, que si l'on admet avec nous qu'il faut, pour définir la nuit, interroger le but de la loi, le but des articles 381 et 386 nous semble imposer cette solution.

Passons maintenant à la circonstance de nuit envisagée dans certains délits contre la propriété et assimilables au vol.

## SECTION DEUXIEME

### Article 450

L'article 450 du code pénal ne crée aucun délit, mais il aggrave, dans trois cas, les peines applicables aux délits réprimés dans les articles 444 à 449.

L'une des causes de l'aggravation est spéciale au délit de coupe de grains et fourrages, prévu

par l'article 449; ce délit est aggravé lorsqu'il s'agit de grains en vert, le fait de couper les grains avant leur maturité ajoutant une perte publique à un dommage privé, puisque de tels grains sont perdus non seulement pour le propriétaire, mais pour tous. Les deux autres causes d'aggravation contenues dans les paragraphes 2 et 3 de l'article 450 sont communes aux délits des articles 444 à 450. Ces causes résultent de la circonstance que les délits dont il s'agit ont été commis soit en haine d'un fonctionnaire public et en raison de sa fonction, soit *pendant la nuit*.

Il s'agit ici de délits contre la propriété qu'on peut facilement assimiler à des vols.

En quel sens faut-il, en ce qui les concerne, entendre la nuit? En portant, contre ces délits, une peine plus grave lorsqu'ils ont été commis la nuit, le législateur a été mû par un désir de protection de la propriété. Il est certain que cette dernière coure des risques plus grands durant l'obscurité que lorsqu'il fait jour. Les délinquants ont plus d'audace. Si quelqu'un, un particulier ou un agent de l'autorité publique, vient à passer par hasard à proximité du délit, il ne peut que difficilement l'apercevoir à cause des ténèbres.

La raison de l'aggravation de ces délits quand ils sont perpétrés la nuit, est donc la même qu'en

matière de délits de chasse où l'on cherche, notamment, à intimider les braconniers se livrant, à la faveur des ténèbres, aux manœuvres destructives du gibier.

Il conviendrait donc en cette matière, de définir la nuit par l'obscurité. Mais, ici comme ailleurs, la Cour de Cassation applique toujours sa définition uniforme. Nous avons, en ce sens, relevé un arrêt du 16 décembre 1843 (DALLOZ, 1845, 4. 556). La Cour commence par poser ce principe incontestable que l'inculpation d'avoir coupé et enlevé des récoltes avant le lever du soleil, délit prévu par les articles 449 et 450 du code pénal, doit être entendue en ce sens que le fait imputé a été commis avec la circonstance aggravante de la nuit; que, par suite, le tribunal correctionnel est exclusivement compétent pour connaître d'une telle prévention et n'a pu la renvoyer devant le tribunal de simple police, alors d'ailleurs qu'il ne résulte pas des débats devant le tribunal correctionnel que la circonstance aggravante de la nuit ait disparu.

Mais qu'est-ce que la nuit? C'est toujours, répond la Cour suprême, l'intervalle entre le coucher et le lever du soleil.

« Attendu, dit-elle, que la citation introductive de l'instance engagée entre le demandeur et

Jean Labrousse, articulait formellement que ce dernier avait, *avant le lever du soleil*, coupé et enlevé des récoltes pendant par racines, et invoquait l'application des articles 449 et 450 du code pénal et, subsidiairement, l'article 379 du même code; que les débats qui eurent lieu devant le tribunal de police correctionnelle de Bergerac, sur le déclinatoire proposé par ledit Labrousse, n'ont pas suffisamment rétracté l'allégation de la circonstance aggravante de nuit; attendu, en droit, qu'aux termes du dernier alinéa de l'article 450 du code pénal et du sixième paragraphe de l'article 388 de ce code, ledit tribunal était compétent pour statuer sur la prévention ainsi libellée, soit que le fait dont il s'agit ait eu lieu par inimitié, soit qu'il puisse constituer un vol; qu'en déclarant donc qu'il aurait dû s'abstenir de procéder à l'instruction de l'affaire, et renvoyer les parties devant la juridiction de simple police, conformément à l'article 475, n° 15 du code pénal, le jugement attaqué a faussement interprété cet article et commis une violation expresse, tant des règles de la compétence, que des articles 449, 450 et 388 du code pénal; — casse (après délibéré) le jugement du tribunal correctionnel de Bergerac. »

---

## CHAPITRE HUITIÈME

### LÉGITIME DÉFENSE (ARTICLE 329)

---

L'article 329 du code pénal est ainsi conçu :  
« Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense les cas suivants :

« Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant, *pendant la nuit*, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances. »

Ce texte déclare donc légitimes le meurtre commis et les blessures faites dans le but de repousser l'escalade ou l'effraction d'une maison habitée, pendant la nuit.

On a beaucoup discuté sur le caractère légal de cette disposition. Certains auteurs ont soutenu que l'article 329 ne donnerait que de simples exemples de légitime défense et que la justification serait soumise, même dans ces hypothèses visées par la loi, aux règles générales; que, par suite, la légitime défense ne pourrait être admise

que si toutes les conditions ordinaires se trouvaient réalisées.

Il faudrait donc que les actes d'agression nocturne accomplis ou commencés aient inspiré des craintes sérieuses pour la sûreté des personnes, que cette agression soit injuste, que les actes de défense fussent limités dans les limites d'une nécessité actuelle (1). Une autre opinion, défendue notamment par Trébutien, dans son *Cours élémentaire de Droit criminel* (2), établit dans les hypothèses dont il s'agit une présomption légale absolue de légitime défense.

Il en résulte que, quelles qu'aient été les circonstances, celui qui a repoussé l'invasion de son domicile, la nuit, devrait toujours être justifié. A l'appui de cette manière de voir on invoque d'abord des raisons d'ordre général. Le législateur, dit-on, a voulu empêcher les incertitudes qui n'auraient pas manqué de se produire en de semblables cas sur le point de savoir si l'auteur du meurtre ou des coups était en état

(1) CHAUVEAU et HÉLIE, tome 4, n° 1483. — MORIN, *Défense Légitime*, 13. — Les arguments invoqués sont puisés dans les textes romains, dans les travaux préparatoires du code pénal, dans le respect de la vie humaine. — Cf. sur cette opinion : DALLOZ, *Répertoire V° Crimes et Délits contre les Personnes*, n° 235 et GARÇON, *Code pénal annoté*, sous article 329, n° 3.

(2) Page 154.

de légitime défense. Le législateur a prétendu aussi maintenir les criminels dans un salubre effroi en autorisant une résistance sans limites contre leurs entreprises nocturnes ; il a enfin cherché à garantir énergiquement l'inviolabilité du domicile et à rassurer les citoyens pendant leur repos. A cela on ajoute que les termes mêmes employés par l'article 329 « Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense... » montrent bien qu'il a établi une présomption irréfragable, ne souffrant pas la preuve contraire. Le juge, se trouvant en présence de cette présomption *juris et de jure*, n'aurait donc qu'à vérifier si les conditions de l'article 329 sont remplies ; s'il n'aurait en aucune manière à rechercher si la défense a été nécessaire ou si elle a dépassé la mesure.

Cette doctrine nous paraît, à la vérité, trop absolue.

« En théorie, dit M. Garçon (1), elle paraît, par son énergie, assurer le respect du droit individuel ; en réalité, elle est antisociale et promet l'impunité à des criminels très coupables. Elle conduit à autoriser le meurtre commis, sans aucune intention de défense, par pur esprit de

(1) *Loc. cit.* n° 5.

vengeance ou même d'avarice, et il n'est pas vrai que le code justifie de pareils crimes. Lorsque le meurtrier a su, avec certitude, qu'il ne courait aucun danger personnel, la raison de la loi manque, et ni la violation du domicile, ni la protection de quelque bien, souvent sans valeur, ne peuvent permettre de tuer. »

Cette manière de voir nous semble absolument juste. Aussi préférons-nous adopter, avec l'auteur que nous venons de citer et un certain nombre d'autres autorités, l'opinion d'après laquelle l'article 329 établit une présomption simple susceptible d'être détruite par la preuve contraire. S'il est établi que le crime a été commis dans les conditions prévues par l'article 329, l'accusé n'a rien à prouver, il est justifié. Mais cette justification cesserait si le ministère public démontrait qu'il n'était pas en état de légitime défense. Mais le juge se conformera à l'esprit de la loi en se montrant très sévère pour admettre la culpabilité. Il suffira que le meurtrier ait pu ignorer les intentions de celui qui violait son domicile, qu'il ait pu concevoir une crainte pour sa sûreté personnelle, pour qu'il soit couvert par la présomption de la loi (1).

(1) GARÇON, *loc. cit.*, n° 6. — GARRAUD, t. I, nos 248 et 307. — ORTOLAN, t. I, 443. — LYON-CAEN : note sous un arrêt de Cassation du 25 mars 1902 dans SIREY 1903, I, I.

Non seulement le caractère légal de la disposition de l'article 329 a suscité des controverses, mais on ne s'entend même pas sur la raison qui a dicté ce texte au législateur. Les uns ont soutenu qu'il y aurait là une survivance des lois antiques permettant de tuer le voleur nocturne surpris en flagrant délit. Ce serait donc un cas de légitime défense des biens. D'autres y ont vu une mesure de protection de l'inviolabilité du domicile pendant la nuit. D'autres, enfin, pensent que cette disposition prévoit un cas de légitime défense de la personne toujours menacée par les agressions dont il s'agit : on peut tout redouter d'un voleur qui s'introduit la nuit dans une maison habitée.

Il importe de prendre parti, car c'est la connaissance du but de la loi qui fixera, en cette matière, le sens du mot nuit et par là même l'existence ou l'absence de la cause justificative de légitime défense.

Or, nous n'hésitons pas à nous ranger du côté de la troisième opinion. Celui qui voit s'introduire chez lui, la nuit, un individu, peut concevoir des craintes très légitimes pour sa personne. L'article 329 spécifie donc un cas de légitime défense de la personne.

Il ne consacre pas un cas de légitime défense

des biens. Car cette dernière ne peut être admise qu'à la condition qu'elle ne soit pas excessive. Or, il est impossible d'admettre que le législateur ait permis de tuer pour éviter un larcin, ce qui serait un retour à la barbarie primitive de la vengeance privée. En outre, l'inviolabilité du domicile est une précieuse liberté civile, mais, comme l'a dit M. Garçon « sa seule violation, dégagée de toute idée de violences contre les personnes, est un des actes délictueux que la loi peut le plus facilement punir et réparer (1). »

Si, par suite, l'article 329 consacre un cas de légitime défense de la personne, basée sur les craintes qu'inspire l'agression nocturne, le sens du mot nuit dans la disposition dont il s'agit, peut être aisément dégagé.

D'où peuvent provenir, en effet, les craintes légitimes que conçoit la victime d'une pareille agression ? De deux faits : de l'obscurité ou de la cessation de l'activité diurne, ou de l'une et de l'autre. La nuit l'empêche de voir et de parer le coup ; l'absence d'activité l'empêche d'appeler utilement au secours. C'est donc à ce double point de vue que le juge doit se placer pour

(1) GARÇON, *loc. cit.*, n° 2.

apprécier si la circonstance de nuit, constitutive de la légitime défense dans les termes de l'article 329-1°, se trouve ou non réalisée.

---



## CHAPITRE NEUVIÈME

### VISITES DOMICILIAIRES

---

La découverte et la constatation des traces du flagrant délit peuvent nécessiter des recherches difficiles de la part du procureur de la République, que la loi investit à cet égard d'attributions extraordinaires dans les articles 36 et 37 du code d'instruction criminelle. L'article 36 fait l'objet du droit d'opérer des visites domiciliaires. L'article 37 est relatif à la saisie des pièces de conviction.

D'autre part, les articles 87 et 88 du code d'instruction criminelle s'occupent des visites domiciliaires auxquelles a le droit de procéder le juge d'instruction. Et l'article 89 dispose que le juge d'instruction doit suivre, dans l'exercice de son droit de saisie, les mêmes règles que le procureur de la République en cas de flagrant délit.

Or, c'est un principe de notre droit public, que le domicile des citoyens est inviolable et sacré et que nul ne peut y pénétrer que dans les cas prévus par la loi. Ce principe a été affirmé par des textes nombreux. (Constitution de 1791, titre

4, article 9 ; Constitution de l'an III, article 359 ; code de brumaire de l'an IV, article 208 ; Constitution de l'an VIII, article 6 ; Constitution de 1848, article 3.) Il est consacré dans l'article 184 du code pénal.

En présence de ce principe, qui est l'une des garanties fondamentales de la liberté des citoyens. on s'est tout naturellement demandé si le magistrat, procureur de la République ou juge d'instruction, peut s'introduire la nuit dans le domicile du prévenu ou de ses complices ?

Un auteur ancien (Carnot, *Commentaire du code d'instruction criminelle*, article 36, tome 1, pp. 240-241) concluait, des termes de l'article 36. que le magistrat pouvait et devait faire parfois, pendant la nuit, des transports à l'effet de perquisitionner : « Le procureur de la République, disait-il, ne procéderait pas *de suite*, ainsi que le veut la loi, si la survenance de la nuit pouvait mettre obstacle à son action ; la disposition de l'article 36 emporte donc, pour le cas qu'elle prévoit, une dérogation nécessaire et implicite à la disposition générale de l'article 76 de la Constitution de l'an VIII (1). »

(1) L'article 76 de la Constitution de l'an VIII était ainsi conçu : « La maison de toute personne habitant le territoire français est inviolable. Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation ou de réclamation faite de l'intérieur de la maison. »

Mais la doctrine est aujourd'hui unanime à décider que les textes en question ne constituent pas une dérogation au principe de l'inviolabilité du domicile (1). Les mots « de suite », employés par l'article 36, n'empêchent pas qu'il ne faille exécuter les autres lois relatives aux perquisitions et, par conséquent, l'article 76 de la Constitution de l'an VIII ; or, l'article 36 ne mentionnant même pas la nuit, n'a nullement dérogé au principe d'ordre et de liberté civile consacré par l'article 76. D'où cette conséquence que, si l'utilité d'une visite domiciliaire commence le jour, on peut y procéder de suite, mais que si c'est la nuit, il faut attendre le point du jour pour l'exécuter, sauf à faire investir la maison par la force armée durant le reste de la nuit, si l'on craint l'évasion du prévenu ou l'enlèvement des pièces de conviction (2).

(1) DALLOZ : *Code d'instruction criminelle annoté*, sous l'article 36, nos 18 et suivants, et sous article 87, nos 33 et suivants.

— LEGRAVEREND : *Traité de la législation criminelle en France*, tome I, chap. 5, section 5. — BOURGUIGNON : *Manuel de jurisprudence criminelle*, tome I, p. 145, n° 5. — FAUSTIN-HÉLIE : tome III, n° 1524. — BOITARD : *Leçons de droit criminel*, 2°, 558. — TRÉBUTIEN : *Cours élémentaire du droit criminel*, tome II, n° 438. — GARRAUD : *Procédure criminelle. — Répertoire général du droit français, V° Flagrant délit*, nos 196 et suivants.

(2) Cf. *Répertoire général du droit français, V° Flagrant délit*, n° 196, et *V° Instruction criminelle*, nos 233 et suivants.

La visite domiciliaire commencée pendant le jour peut se continuer pendant la nuit (VILLEY, p. 287).

La défense de procéder la nuit (1) aux visites domiciliaires s'applique à tous les magistrats instructeurs, aussi bien au juge d'instruction qu'au procureur de la République et à ses auxiliaires.

Qu'est-ce donc, en cette matière, que la nuit ?

Il est unanimement admis que le temps de nuit doit être déterminé conformément à l'article 1037 du code de procédure civile, c'est-à-dire qu'il s'étend de 6 heures du soir à 6 heures du matin, du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, et de 9 heures du soir à 4 heures du matin, du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre (2).

Nous nous rallions sans difficulté à cette manière de voir que nous croyons très légitime.

Sans doute, nous avons montré, dans notre chapitre premier, qu'on ne doit pas se référer

(1) Cette défense n'est d'ailleurs pas absolue. Elle souffre exception dans le cas d'incendie, d'inondation et lorsqu'il y a réclamation faite de l'intérieur. D'autre part, il résulte implicitement de l'article 9, titre I, de la loi des 19-22 juillet 1891, que cette défense ne s'applique pas aux lieux ouverts indistinctement à tout le monde (cafés, auberges). L'article 10 de la même loi permet aux officiers de police judiciaire d'entrer *en tout temps* dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard et dans les lieux notoirement livrés à la débauche (FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1812). Le juge d'instruction pourrait et devrait même s'introduire à toute heure dans un lieu où une personne serait détenue arbitrairement (art. 616, code instr. crim.).

(2) DALLOZ. *Code d'instruction criminelle annoté*, sous article 36, n° 30 et les auteurs cités. — Cf. *Répertoire général du droit*, V<sup>o</sup> *Instruction criminelle*, n° 234.

aux textes du code de procédure pour chercher une solution générale au problème de la nuit. Mais nous ne nous mettons ici nullement en désaccord avec nous-mêmes, et notre système est très cohérent. Le criterium qui sert à déterminer le sens du mot nuit dans les diverses matières, c'est en effet le but du législateur. Or, il est facile de voir que le but est le même dans l'article 1037 du code de procédure et dans la matière des visites et perquisitions domiciliaires. L'interdiction portée par la loi civile de faire des significations d'exploits et des actes d'exécution de telle heure à telle heure, d'une part, l'interdiction portée par la loi pénale de pratiquer la nuit des visites domiciliaires, reposent sur le même motif qui est l'inviolabilité du domicile. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de garantir la liberté individuelle. On peut par conséquent, ici, par identité de raison, et sans aucune contradiction dans la théorie adoptée, appliquer aux visites domiciliaires la règle écrite par l'article 1037 en matière de procédure civile.

D'ailleurs, l'article 169 du décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, que nous avons cité, fixe le temps de nuit d'après les heures adoptées par l'article 1037. Or la règle posée par le décret

est, elle aussi, une garantie du respect du domicile et de la liberté individuelle. Il suffirait donc, pour ne pas faire intervenir la loi civile en matière pénale, de se référer purement et simplement au décret sur la gendarmerie.

---

## CONCLUSION

---

Il nous est facile, au terme de cette étude, de marquer les points acquis.

A la conception absolue de la Cour de Cassation, d'après laquelle la nuit serait, en toute matière et immuablement, l'intervalle compris entre les instants astronomiques du coucher et du lever du soleil, nous avons opposé une conception relative suivant laquelle la définition de la nuit doit être fournie, *secundum subjectam materiam*, dans chaque matière, en fonction du but spécial poursuivi par la loi. Nous pensons avoir justifié notre système tant au point de vue logique qu'au point de vue des principes de l'interprétation des lois pénales.

L'application de notre criterium nous a conduit aux résultats suivants :

En matière de chasse et de contravention aux règlements d'éclairage, la nuit est synonyme d'obscurité.

En matière de tapage nocturne, elle est la cessation de l'activité.

Dans le domaine du vol, l'obscurité et la cessation de l'activité doivent être à la fois prises en considération pour la détermination de la circonstance de nuit.

D'autre part, la jurisprudence des cours d'appel et des tribunaux, que nous avons analysée avec soin, nous a paru s'affirmer, dans une large mesure, en faveur de la théorie que nous soutenons. Sans doute on ne trouve dans aucune décision une formule générale de la nuit concordant avec notre manière de voir. Mais, si l'on rapproche les décisions rendues dans les matières de la chasse, de la pêche, des contraventions aux règlements d'éclairage, du tapage nocturne, on voit très bien que leur diversité s'explique dans la synthèse que nous avons essayé d'opérer. Nous avons même relevé un jugement du Tribunal de Quimper précisant d'une manière exacte et heureuse la définition de la nuit en ce qui concerne la pêche. Elle est, dit-il, « le temps quotidien pendant lequel la clarté est insuffisante pour permettre de distinguer la couleur et la forme des objets. »

Qu'il nous soit permis, en terminant, d'indiquer les desiderata qui nous ont été inspirés par l'étude de la nuit en droit pénal. Ces desiderata se rapportent au point de vue législatif et à celui de l'interprétation des textes existants.

Dans le domaine de la *lex ferenda*, nous croyons qu'il y aurait avantage à ce que le législateur procédât dans chacune des matières où il mentionne la nuit de la même manière qu'il a procédé en matière de lois du travail et de lois fiscales, et de la même manière que l'autorité réglementaire a procédé dans le décret de 1903 sur la gendarmerie. En d'autres termes, le législateur agirait sagement en n'employant jamais le mot nuit sans le faire suivre d'une définition précise et propre à la matière dans laquelle il est écrit. Puisque, nous l'avons établi, la notion de nuit est essentiellement relative dans la pensée législative, il serait à souhaiter que cette pensée se précisât dans chaque texte. Il y a, sans doute, des choses que le législateur doit laisser à l'appréciation des tribunaux et qui ne peuvent être définies dans une formule légale. Telle n'est pas la circonstance de nuit. On conçoit très bien un texte disant : la nuit s'entendra de l'obscurité en matière de chasse, de la cessation de l'activité en matière de tapage nocturne, de ces deux circonstances à la fois en matière de vol.

Quoi qu'il en soit, le législateur n'a pas pensé à définir ainsi la nuit, ou bien c'est volontairement qu'il ne l'a pas fait, afin de laisser au pouvoir judiciaire le soin d'adapter un mot général aux

diverses matières particulières. C'est donc à la Cour de Cassation, organe régulateur de la jurisprudence, qu'il appartient de procéder à cette adaptation, de définir la nuit, non plus d'une manière absolue, comme elle l'a fait jusqu'ici, mais *secundum subjectam materiam*.

Vu :

*Le Président de la thèse,*

A. LEPOITTEVIN.

Vu ;

*Le Doyen,*

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

Pour le Vice-Recteur :

*L'Inspecteur de l'Académie,*

FONTENÉ.

## BIBLIOGRAPHIE

---

BARRIAT SAINT-PRIX. — *Législation de la Chasse et de la Louveterie commentée.*

BLANCHE. — *Étude sur le Code pénal.*

BOURGUIGNON. — *Jurisprudence des Codes criminels.*

CAMUSAT-BUSSEROLLES. — *Code de la Police de la Chasse*, annoté par Frank-Carré.

CARNOT. — *Commentaire du Code pénal.*

CHAMPIONNIÈRE. — *Manuel du Chasseur.*

CHARDON. — *Le Droit de chasse français.*

CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE.

CHENU. — *Chasse et Procès.*

CIVAL. — *Loi sur la Police de la Chasse.*

COLIN et RIBADEAU-DUMAS. — *Manuel de la Chasse.*

DAGUIN. — *Notes de Jurisprudence dans Sirey, 1883, 4. 9.*

DALLOZ. — *Répertoire de Jurisprudence générale.*

DUVERGIER. — *Code de la Chasse.*

GARÇON. — *Code pénal annoté.*

GARRAUD. — *Droit criminel.*

GILLON et VILLEPIN. — *Nouveau Code des Chasses.*

GIRAUDEAU, LELIÈVRE et SONDÉE. — *La Chasse.*

GOURNEY. — *Forme des Procès-verbaux en matière de chasse.*

JULLEMIER. — *Des Procès de chasse.*

LAVALLEE et BERTRAND. — *Vade mecum du Chasseur.*

LECOUFFÉ. — *Code Manuel du Chasseur.*

LYON-CAEN. — *Note dans Sirey, 1903, I, I* (Arrêt de cassation du 25 mars 1903).

MENCHE DE LOISNE. — *Essai sur le Droit de chasse.*

MORIN. — *De la légitime défense.*

DE NEYREMAND. — *Questions sur la Chasse.*

PERRÈVE. — *Traité des Délits et des Peines de chasse.*

PETIT. — *Traité complet du droit de chasse.*

ROGRON. — *La Chasse expliquée.*

SIREY. — *Répertoire de Jurisprudence.*

TRÉBUTIEN. — *Cours élémentaire du Droit criminel.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                 | Pages |
|-----------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                              | 7     |
| CHAPITRE PREMIER. — Position du problème .....                  | 11    |
| » DEUXIÈME. — Théorie de la Cour de Cassation. Sa critique..... | 23    |
| » TROISIÈME. — Notion relative de la Nuit.....                  | 45    |
| » QUATRIÈME. — Chasse, Pêche et Forêts.....                     | 59    |
| » CINQUIÈME. — Éclairage.....                                   | 85    |
| » SIXIÈME. — Tapage nocturne.....                               | 97    |
| » SEPTIÈME. — Vol nocturne.....                                 | 101   |
| » HUITIÈME. — Légitime défense (article 329)...                 | 119   |
| » NEUVIÈME. — Visites domiciliaires.....                        | 127   |
| CONCLUSION .....                                                | 133   |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                              | 137   |

---















Imprimerie  
du "Sémaphore"  
Barlatier  
17-19, rue Venture  
Marseille